

UNIVERSITÉ PALACKÝ D'OLOMOUC
FACULTÉ DES LETTRES

Département des Études Romanes

Jitka Davidová

**L'investissement direct à l'étranger comme un phénomène
de l'économie contemporaine**

La comparaison entre la France et la République tchèque

Mémoire de Licence

Directeur du mémoire : Ing. Michel Viland

OLOMOUC 2010

Anotace :

| | |
|---------------------------------|--|
| Autor | Jitka Davidová |
| Katedra, fakulta | Katedra romanistiky, Filozofická fakulta |
| Název práce | L'investissement direct à l'étranger comme un phénomène de l'économie contemporaine. La comparaison entre la France et la République tchèque |
| Název práce v angličtině | Foreign Direct Investment as a Phenomenon of the Contemporary Economy. The Comparison of France and the Czech Republic |
| Vedoucí práce | Ing. Michel Viland |
| Jazyk práce | Francouzština |
| Rok obhajoby | 2010 |
| Počet znaků | 76 593 |
| Počet příloh | 5 |
| Počet titulů použité literatury | 10 |
| Klíčová slova | přímé zahraniční investice, Francie, Česká republika, globalizace, internacionalizace, nadnárodní společnosti, mezinárodní toky kapitálu, stavy přímých zahraničních investic, toky přímých zahraničních investic, PZI, strategie podniku |
| Anotace práce | Bakalářská práce „Přímé zahraniční investice jako fenomén současné ekonomie. Srovnání Francie a České republiky“ je rozdělena do čtyř hlavních částí. Jejím cílem je charakterizovat historický vývoj a současnou pozici Francie a České republiky v oblasti zahraničního přímého investování a postoje vlád obou států k tomuto problému, přičemž je kladen důraz na vzájemné vztahy dotyčných zemí v této oblasti. Práce uvádí tento jev do širších souvislostí zasazením do rámce globalizace. |
| Klíčová slova v angličtině | foreign direct investment, France, Czech republic, globalization, internationalization, multinational companies, international flows of capital, stocks of foreign direct investments, flows of foreign direct investments, FDI, company strategies |
| Anotace v angličtině | The bachelor degree thesis “Foreign Direct Investment As a Phenomenon of the Contemporary Economy. The Comparison of the France and the Czech Republic” is composed of four main parts. The goal of the work is to characterize the historical evolution and current position of France and the Czech republic in the domain of the foreign direct investment, as well as attitudes of the two governments towards this question. Mutual relations of the two countries in this field are stressed and a wider context of the foreign direct investment as a part of globalization is presented. |

« L'Université Palacky n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les mémoires ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs »

Déclaration

Je déclare que le présent mémoire « L'investissement direct à l'étranger comme un phénomène de l'économie contemporaine. La comparaison entre la France et la République tchèque » est le résultat de mon propre travail et que toutes les sources bibliographiques utilisées sont citées.

Olomouc, le 12 mai 2010

Signature:

Remerciement

Je tiens à remercier à toutes les personnes qui m'ont apporté leur aide et ainsi contribué à la réalisation de ce mémoire.

En premier lieu à M. Michel Viland pour l'aide et pour le temps qu'il m'a consacré au cours de la rédaction du mémoire.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 1 |
| 1. La notion de l'investissement direct à l'étranger et son histoire faisant partie de la mondialisation | 3 |
| 1.1. La notion de l'investissement direct à l'étranger | 3 |
| 1.1.1. La définition de l'investissement direct à l'étranger | 3 |
| 1.1.2. L'investissement direct à l'étranger dans la théorie de l'économie internationale et la théorie de l'entreprise multinationale | 4 |
| 1.1.3. Le classement de l'investissement direct à l'étranger | 5 |
| 1.2.L'investissement direct à l'étranger comme un phénomène économique – son histoire et actualité, l'influence de la crise économique..... | 6 |
| 1.2.1. Du début du siècle jusqu'aux années 1930..... | 6 |
| 1.2.2. Changement entre les années 1930-1950 | 7 |
| 1.2.3. Les motifs pour l'investissement direct à l'étranger jusqu'aux années 1980 – l'évolution des stratégies des firmes multinationales d'après CH.-A. Michalet | 7 |
| 1.2.4. L'essor de l'investissement direct à l'étranger – dès les années 1970 | 8 |
| 1.2.5. L'investissement direct à l'étranger à la fin du millénaire | 8 |
| 1.2.6. L'influence de la crise économique de 2007 sur les IDE | 8 |
| 1.3. Pourquoi est-il intéressant de comparer la situation en France et en République tchèque? | 10 |
| 2. Les investissements directs étrangers en République tchèque | 11 |
| 2.1.La transition de la République tchèque à l'économie de marché comme une condition des flux de l'investissement direct dans le pays ou à l'étranger..... | 11 |
| 2.1.1. La position de la République tchèque par rapport à d'autres pays de l'ancien bloc soviétique..... | 11 |
| 2.1.2. La privatisation des entreprises de l'Etat..... | 12 |
| 2.1.3. La crise de 1997 et privatisation des banques | 14 |
| 2.2.La République tchèque comme un pays destinataire des IDE..... | 14 |
| 2.2.1. L'évolution des IDE en République tchèque..... | 14 |
| 2.2.2. Les investissements français en République tchèque | 16 |
| 2.3.Les entreprises tchèques investissent à l'étranger | 18 |
| 2.3.1. L'évolution des IDE en République tchèque..... | 18 |
| 2.3.2. La stratégie pour l'export de la République tchèque pour la période 2006-2010 | 19 |
| 3. Les investissements directs étrangers en France | 22 |
| 3.1.L'ouverture de la France aux investissements directs étrangers et les questions connectées..... | 22 |
| 3.1.1. L'histoire de l'investissement direct étranger entrant et sortant en France | 22 |
| 3.1.2. Les IDE en France dans le classement mondial | 24 |
| 3.1.3. L'investissement direct : quels sont ses liens avec le chômage ? | 25 |

| | |
|--|-----------|
| 3.2.La France comme un pays destinataire des IDE..... | 27 |
| 3.2.1. L'évolution de l'investissement direct étranger en France..... | 27 |
| 3.2.2. L'environnement pour l'investissement du capital en France..... | 28 |
| 3.2.3. Les investissements tchèques en France..... | 28 |
| 3.3.Les entreprises françaises investissent à l'étranger | 29 |
| 4. La comparaison entre la France et la République tchèque du point de vue d'investissement direct à l'étranger | 30 |
| 4.1.L'information générale | 30 |
| 4.2.La France et la République tchèque comme des pays investissant à l'étranger | 32 |
| 4.2.1. Les destinations majeures d'IDE de la France et de la République tchèque | 33 |
| 4.2.2. Les secteurs auxquels les investisseurs français et tchèques investissent le plus..... | 35 |
| 4.3.Les investissements directs de l'étranger en France et en République tchèque | 37 |
| 4.3.1. L'investissement direct de l'étranger selon le pays | 37 |
| 4.3.2. L'investissement direct étranger en France e ten République tchèque selon les secteurs | 39 |
| Conclusion | 41 |
| Résumé en français | |
| Résumé en tchèque | |
| Bibliographie | |
| Annexes | |

INTRODUCTION

On peut trouver des définitions différentes de la notion « d'investissement direct étranger » dans les différents pays, surtout en ce qui concerne les données employées dans les statistiques, mais on peut dire qu'il s'agit des investissements qui reflètent une intention d'une entité économique d'acquérir une part dans une entité d'une autre économie. On parle des investissements directs étrangers au dessus de l'acquisition d'au moins 10% des actions ou des droits de vote. Tout réinvestissement est considéré être également un investissement direct étranger.

L'investissement direct étranger est un sujet dont on a récemment entendu parler dans les médias en République tchèque, ainsi qu'en France. En République tchèque c'était surtout à cause des méthodes choisies pour les privatisations des entreprises de l'Etat – même s'il y a déjà quelques années passées, ce sujet est toujours un peu controversé. En France, c'est surtout par rapport aux délocalisations des entreprises françaises et leur rapport à l'emploi.

L'investissement direct étranger va de pair avec l'internationalisation de l'économie mondiale et son essor arrive dans les années 1980 avec une suppression d'un grand nombre de restrictions à l'investissement étranger. Dans les pays de l'ancien bloc soviétique leur essor commence naturellement ultérieurement, après l'ouverture de l'économie avec la chute de l'Union soviétique.

Ce travail a pour le but de décrire l'histoire est la position actuelle de la France et de la République tchèque en ce qui concerne les investissements directs étrangers et de comparer les données disponibles sur les IDE de ces deux pays, ce qui nous permettra de voir les différences et les points communs. La comparaison des deux pays nous permettra aussi d'aborder une évolution économique très différente de la France et de la République tchèque.

Dans ce travail, on se pose alors surtout les questions suivantes : Comment la République tchèque et la France participent aux échanges internationaux des capitaux ? Quelle est l'approche de ces deux pays à l'investissement direct étranger ? Les pays destinataires des investissements directs tchèques et français sont-ils pareils ? Les pays qui investissent en France et en République tchèque sont-ils identiques ? Quels sont les secteurs jouant le rôle le plus important pour l'investissement direct entrant et sortant en France et en République tchèque ?

Cela implique que la première partie définira la notion de l'investissement direct étranger et parlera de son évolution généralement. La deuxième partie caractérisera l'investissement direct étranger en République tchèque, la troisième sera dédiée à l'investissement direct étranger en France. La dernière partie va conclure avec la comparaison de l'investissement direct étranger des deux pays selon les pays et les secteurs concernés.

1. La notion de l'investissement direct à l'étranger et son histoire faisant partie de la mondialisation

Dans la première partie, on définit tout d'abord la notion de l'investissement direct à l'étranger, ensuite on mentionne des points significatifs de son histoire, y compris la situation actuelle affectée par la crise économique. Cette introduction nous permettra d'expliquer pourquoi est-il intéressant de comparer les investissements en République tchèque et en France .

1.1. La notion de l'investissement direct à l'étranger

Pour pouvoir analyser l'investissement direct étranger dans les parties suivantes du travail, il est nécessaire de déterminer d'abord cette notion en tant qu'elle est utilisée par les statistiques. Puisque le but de cette publication n'est pas seulement d'analyser des données, mais elle se fixe pour ambition aussi de montrer l'investissement direct international comme un facteur de la mondialisation en prenant les exemples des deux pays de l'évolution économique et par conséquent aussi de l'évolution de l'IDE complètement différente, quelques paragraphes présentent des IDE dans le cadre de l'économie internationale et de la théorie des entreprises multinationales. Finalement, un classement de l'IDE est esquissé.

1.1.1. La définition de l'investissement direct à l'étranger

Les définitions de l'IDE des deux pays auxquels on prête une attention particulière dans ce travail, de la République tchèque ainsi que de la France, partent de la définition de l'investissement direct à l'étranger établie par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹, en conformité avec le Fonds monétaire international (FMI)² et avec le Système de comptabilité nationale (SCN), rédigé en coopération des deux institutions nommées ci-dessus et des Nations Unies, de la Banque mondiale et Eurostat (l'Office statistique des Communautés européennes) – alors avec la Commission européenne.³

Les investissements directs à l'étranger reflètent ainsi l'intention d'un investisseur d'une économie d'acquérir une part dans une entreprise résidant dans une autre économie. Cette

¹OCDE 2008 : La Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, 4^e édition

² dans Le Manuel de la balance des paiements (MBP)

³ČNB 2010 : Přímé zahraniční investice 2008,

la Banque de France 2009 : Bulletin de la Banque de France N° 176,

OCDE 2008 : La Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, 4^e édition

relation est supposée être durable et l'investisseur est censé avoir le pouvoir de décision dans l'entreprise, ce qui implique que seulement un investissement où l'investisseur étranger possède au moins 10% des actions ou la même proportion des droits de vote est considéré comme un investissement direct étranger. Si sa part est moindre, il s'agit d'un investissement de portefeuille.⁴ A part l'investissement initial, également tous les investissements suivants sont considérés être des IDE.

La loi tchèque divise les entreprises partiellement possédées par des entreprises étrangères d'après le pourcentage de la participation étrangère en trois catégories : celles qui sont possédées par une entreprise étrangère de 10-50%, celles dans lesquelles une entreprise étrangère participe de plus de 50% et celles où 100% appartiennent à une entreprise étrangère.⁵

Les statistiques sur les investissements directs comprennent non seulement les moyens investis dans le capital social mais aussi les bénéfices réinvestis et d'autres capitaux échangés entre les filiales (par exemple des prêts).

Historiquement, la première définition de référence de l'investissement direct international a son origine en 1983, ce qui implique que l'investissement direct étranger jouait déjà un rôle important dans l'économie mondiale à l'époque, comme on va le découvrir dans le chapitre ci-dessous.⁶

1.1.2. L'investissement direct à l'étranger dans la théorie de l'économie internationale et la théorie de l'entreprise multinationale

D'un point de vue théorique, les investissements directs étrangers sont un des facteurs d'intégration internationale. D'après Krugman, Obsfeld il existe deux formes d'intégration internationale : les mouvements internationaux de biens et de services (ou les mouvements commerciaux) et les mouvements internationaux de facteurs de production – du travail et des capitaux. Les mouvements des capitaux peuvent être effectués soit par la forme d'emprunts et de prêts internationaux, soit par la voie d'investissements directs à l'étranger, qui donnent naissance à des firmes multinationales.

⁴ c'est une des causes des statistiques biaisées, dans le cas où un investisseur reprend une entreprise étrangère dans une année 5% et l'année suivante d'autres 5%, l'investissement n'est considéré comme un IDE que dans la deuxième année

⁵ 10-50% participation étrangère = přidružená společnost, plus de 50% = dceřiná společnost, 100% = pobočka

⁶ selon les mêmes sources que dans la note 3

Les motifs, pour lesquels les investisseurs veulent passer les frontières en dépit des coûts de transactions plus élevés, sont décrites par une théorie de l'entreprise multinationale. Il s'agit surtout de la théorie de la localisation (des firmes cherchent à produire dans les pays où la production sera la moins coûteuse que possible) et la théorie de l'internalisation de la production, soulignant qu'il est souvent avantageux d'effectuer la production dans deux lieux différents par une firme plutôt que par deux. Les raisons sont surtout doubles : le transfert de technologie, concernant des firmes avec un savoir-faire spécifique, pour lesquelles il est plus favorable de créer une filiale à l'étranger plutôt que de vendre ces technologies à une entreprise dans le pays étranger, et l'intégration verticale où la firme « avale » utilise pour sa production des produits d'une autre firme, « amont ».⁷

1.1.3. Le classement de l'investissement direct à l'étranger

On divise les investissements directs étrangers selon plusieurs critères.

La classification peut porter sur le degré du contrôle de la filiale par une entreprise étrangère (le pourcentage de la participation étrangère sur le capital ou les droits de vote).

Il y a des motifs différents qui ont incité une firme d'investir à l'étranger : l'entreprise peut chercher des nouveaux marchés ou vouloir augmenter sa part de marché dans le pays destinataire (c'était par exemple l'investissement de Coca-Cola à Prague) ; un autre motif est d'optimiser sa production – ces investissements sont souvent prévus pour l'exportation ; enfin, l'entreprise peut investir à l'étranger pour acquérir un actif spécifique comme un brevet ou une marque déposée (par exemple l'investissement de SABMiller à Plzeňský Prazdroj).

On distingue aussi l'investissement « greenfield » ou l'investissement de création, c'est le cas où l'investisseur crée de nouveaux actifs par l'investissement (par exemple l'usine de TPCA à Kolní), l'investissement « brownfield » ou l'investissement dans des installations existantes, souvent connecté à la restructuration (c'était le cas d'une majorité des investissements de privatisation en République tchèque, par exemple de Volkswagen ayant investi dans Škoda Auto) et les fusions-acquisitions (l'abréviation anglaise M&A signifiant « mergers and acquisitions »), quand la firme reprend une installation déjà existante (les banques tchèques étant reprises par les groupes étrangers).

⁷ La Documentation française, (2007), Mondialisation : les atouts de la France, Paris, p. 78 : „une grande partie des investissements directs entre pays industrialisés est de type horizontal“ et „les investissements directs entre les pays industrialisés représentent environ 80% de IDE dans le monde“

Finalement, on distingue les IDE verticaux (les filiales produisent une gamme de produits ainsi que la maison mère) et horizontaux (les filiales et la maison mère produisent des biens différents, voir le chapitre 1.1.2.).⁸

1.2. L'investissement direct étranger comme un phénomène économique – son histoire et actualité, l'influence de la crise économique

Les investissements directs à l'étranger sont plus ou moins une question du XX^e siècle. Ils sont devenus particulièrement importants au cours des années 1980.⁹ Pour voir le problème en sa complexité, on commencera par un bref aperçu de l'histoire de la mondialisation et de l'internationalisation des entreprises au cours du siècle passé. On examinera les liaisons entre l'essor des firmes multinationales et les IDE comme des indicateurs de la mondialisation.

1.2.1. Du début du siècle jusqu'aux années 1930

Jusqu'aux années 1930, la plupart des investissements directs à l'étranger sont destinés aux pays qui sont du point de vue d'aujourd'hui désignés comme des pays en voie de développement, surtout aux colonies. La majorité des IDE jusqu'aux années 1930 viennent du Royaume-Uni.

Cependant, on observe quelques firmes s'implantant dans les pays industrialisés déjà à cette époque-là, l'exemple le plus important étant peut-être celui de la première filiale de Ford en Europe – pour pouvoir pénétrer sur le marché européen plus facilement, Ford a implanté son usine à Manchester en 1911. Au début, elle servait seulement pour le montage des pièces détachées fabriquées aux Etats-Unis. Progressivement, d'autres filiales ont été construites en France (Bordeaux) et en Irlande (Cork).¹⁰

⁸ Srholec, M., (2004), Přímé zahraniční investice v České republice : Teorie a praxe v mezinárodním srovnání, Praha : Linde, str. 13, OCDE 2006 : Glossaire de l'économie de l'OCDE, anglais-français

⁹ par exemple OCDE, (2003), L'investissement direct étranger au service de développement, p. 61, Collectif d'auteurs (2007), Histoire des faits économiques, Bréal, p. 228

¹⁰ Montoussé, M., d'Agostino, S., Figliuzzi, A., (2008), 100 fiches pour comprendre l'histoire économique contemporaine, 2^e édition, Bréal

Thierry Grosbois, Université de Luxembourg : Helsinki Congress of the International Economic History Association, 21-25 August 2006 : Session 93, La stratégie de Ford à l'égard de l'intégration européenne
Ford info [http : //www.fordcz.info/history.html](http://www.fordcz.info/history.html)

1.2.2. Changement entre les années 1930-1950

Généralement, les firmes multinationales américaines s'imposent progressivement depuis les années 1930, toutefois les firmes multinationales britanniques dominent à l'économie mondiale jusqu'aux années 1950. Aussi la destination de l'investissement direct étranger a changé dans les années 1950 – il ne s'agit plus des pays en voie de développement mais la majorité de l'investissement direct en étranger se dirige vers les pays développés.

Les années 1950 marquent des grands changements en économie internationale (l'augmentation de l'influence des Etats-Unis après les deux guerres mondiales, le début de la Guerre Froide) et donc aussi pour la multinationalisation des firmes et des flux des IDE.

1.2.3. Les motifs pour l'investissement direct à l'étranger jusqu'aux années 1980 – l'évolution des stratégies des firmes multinationales d'après CH.-A. Michalet

La spécialisation des firmes multinationales changeait progressivement au cours des années. D'après l'économiste français contemporain, Charles-Albert Michalet¹¹, les firmes multinationales de la première moitié du XX^e siècle implémentaient des *stratégies d'approvisionnement* – elles se sont spécialisées dans la fabrication des produits pour les industries de transformation. Dans les années 1960, elles fabriquent déjà plutôt des produits finaux, en développant des *stratégies de marché* - plutôt qu'exporter, elles créent des filiales étrangères.

En conséquence du ralentissement économique dans les années 1970 dans les pays développés, celles-ci sont forcées d'introduire un troisième type des stratégies d'après Michalet, des *stratégies de rationalisation*, qui résultent en implantation de leurs usines dans les pays à bas salaires à cause de leur effort pour réduire leurs coûts de production. La synthèse de ces trois types de stratégies arrive dans les années 1980 – on appelle ces firmes les *firmes multinationales globales* (au contraire des trois types de *firmes multinationales primaires* précédentes).

¹¹ **Charles-Albert Michalet** est un économiste français contemporaine (il est décédé en 2007) , spécialiste aux FMN et les IDE. Il enseignait l'économie à l'Université Paris-Dauphin et a travaillé aux Centre sur les transnationales des Nations Unis et après au Foreign Investment Advisory Service de la Banque mondiale. (Evene.fr)

1.2.4. L'essor de l'investissement direct à l'étranger – dès les années 1970

Dans les années 1970, la dominance des firmes multinationales américaines est reprise par les firmes européennes et pour la première fois dans l'histoire, les firmes japonaises sont devenues un acteur inéluctable de la multinationalisation.

Les années 1980 sont caractérisées par la libéralisation des politiques concernant les investissements directs étrangers qui a ouvert la porte à leur développement. (Le libre-échange après la seconde guerre mondiale s'est imposé pour l'échange des biens et services, mais de nombreuses restrictions à l'investissement direct étranger ont été supprimées dans les années 1980).

Par ailleurs, l'essor des firmes de services arrive dans cette décennie.

1.2.5. L'investissement direct à l'étranger à la fin du millénaire¹²

L'essor des IDE au cours des quelques derniers siècles est évident. D'après *Histoire des faits économiques*, les stocks d'IDE sont 22 fois plus grands à la fin du siècle que trente ans auparavant et la production des entreprises étrangères sur le territoire du pays national a créé 10% de PIB mondial en 1999, alors qu'au début des années 1980, ce pourcentage a été beaucoup plus faible – que 5%.

Des statistiques montrent que les pays en développement ne sont plus seulement des destinataires des flux d'investissement direct étranger à la fin du millénaire mais que 15-20% des investissements directs étrangers mondiaux émanent des firmes multinationales provenant de pays émergents, dont approximativement 3% de l'Asie de l'Est.

1.2.6. L'influence de la crise économique de 2007 sur les IDE

Le dernier pic des flux d'IDE mondiaux pouvait être observé en 2007. La crise économique fait tomber les investissements internationaux, concrètement de 18% en 2008 d'après la CNUCED¹³ et ensuite de 40% à peu près entre la moitié de l'année 2008 et la moitié de l'année 2009 dans les pays de l'OCDE¹⁴. En ce qui concerne cette année, le niveau de l'investissement est assez stable en première moitié de l'année 2010, mais on ne peut pas

¹²Collectif d'auteurs, (2007) , *Histoire des faits économiques*, Bréal, p. 228

¹³ United Nations Conference on Trade and Development, (2009) , *World Investment Prospects Survey 2009-2011*

¹⁴ OCDE, *Investment News*, Décembre 2009

exclure les déclinaisons à l'avenir. D'après l'OCDE, une conséquence possible de la récession de 2007 sur l'investissement direct à l'étranger est le renforcement de la position des pays émergents comme les pays investisseurs ce qui peut influencer positivement une coopération des pays en ce qui concerne l'investissement international parce que les intérêts des pays développés et émergents se sont rapprochés.¹⁵

La crise a suscité des tendances au protectionnisme à travers le monde. Même si il n'y a pas de protectionnisme ouvert, il existe des soucis que les aides d'Etat et les programmes de sauvegarde peuvent favoriser des entreprises nationales.

Dans le tableau ci-dessous, on peut voir comment les investissements directs étrangers ont évolué pendant la récession en France et en République tchèque en comparaison avec l'évolution dans tous les pays de l'OCDE¹⁶ :

**Tableau 1.1. Investissements directs étrangers entrants et sortants 2008-2009:
Comparaison: France, République tchèque, OCDE total (\$ milliards)**

| | Les flux d'IDE entrants | | | Les flux d'IDE sortants | | |
|---------------|-------------------------|------------|-----------|-------------------------|------------|-----------|
| | 1.-6.2008 | 7.-12.2008 | 1.-6.2009 | 1.-6.2008 | 7.-12.2008 | 1.-6.2009 |
| France | 60 | 40 | 37 | 128 | 77 | 88 |
| R. tchèque | 5 | 5 | 2 | 1 | 1 | 2 |
| OCDE total | 570 | 395 | 321 | 875 | 679 | 498 |

Source : OECD Investment News, décembre 2009

¹⁵ OCDE, (2010) , The global economy and the global investment agenda - an OECD perspective, Remarks by Angel Gurría, OECD Secretary-General, USCIB Global Investment Conference, Washington, 10 March 2010

¹⁶ OCDE, Investment News, Décembre 2009

1.3. Pourquoi est-il intéressant de comparer la situation en France et en République tchèque ?

Le but de ce travail est de comparer l'évolution des investissements directs étrangers en France et en République tchèque, de souligner les points communs et les différences dans les approches politiques. Logiquement, il s'agit de deux pays complètement différents à propos de leur passé et leur taille. Cela permet d'esquisser l'évolution de l'investissement direct à l'étranger dans des pays économiquement très importants et des pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Le lecteur trouvera dans le travail aussi des exemples d'investissements directs français en République tchèque et d'investissements directs tchèques en France.

Le deux parties suivantes s'occupent alors de l'investissement direct étranger d'abord en République tchèque et ensuite en France. On va voir leur évolution historique et décrire brièvement leur état actuel. On va toujours se concentrer aux relations entre la France et la République tchèque.

2. Les investissements directs étrangers en République tchèque

Dans ce chapitre, on va d'abord tracer les débuts de l'investissement direct étranger en République tchèque – quelles étaient les conditions pour que ce phénomène puisse se développer aussi en République tchèque ? L'évolution historique est suivie par une brève image de l'investissement direct étranger en République tchèque, qui se répercute spécialement aux investissements français en République tchèque, et on n'oublie pas les investissements directs tchèques en étranger.

2.1. La transition de la République tchèque à l'économie de marché comme une condition des flux de l'investissement direct dans le pays ou à l'étranger

L'investissement étranger, comme l'économie du pays en général, est déterminé par le régime politique. Faisant partie du bloc de l'Est, étant à régime totalitaire avec une planification centrale de l'économie et un marché fermé, il n'y avait pas de conditions pour l'investissement international en Tchécoslovaquie, même si elle appartenait parmi les pays les plus industrialisés des pays postcommunistes. Les raisons sont évidentes : le régime politique ne les favorisait pas et presque toutes les entreprises étaient dans les mains de l'Etat. Ainsi après la chute du Parti communiste pendant la révolution de velours, au moment où la Tchécoslovaquie est devenue démocratique et l'économie de marché a été introduite, seulement 2% du PIB ont été créés par le secteur privé.¹⁷

2.1.1. La position de la République tchèque par rapport à d'autres pays de l'ancien bloc soviétique

Analysons l'environnement en Tchécoslovaquie après la chute du bloc soviétique avec une attention à la perception du pays par les investisseurs potentiels.

En comparaison avec d'autres pays de l'ancien bloc soviétique, la République tchèque se trouvait dans une position relativement favorable pour les investisseurs étrangers. Le pays n'avait aucune dette et l'inflation était modérée malgré la libéralisation des prix. Et comme il est déjà mentionné ci-dessus, la Tchécoslovaquie était le pays le plus industrialisé du bloc soviétique – c'est un résultat de l'évolution historique : la région de la République tchèque actuelle a été la plus industrialisée et la plus riche des pays de l'Autriche-Hongrie depuis la

¹⁷ Malikova, H., Poirier, V., (2006), L'investissement français en République Tchèque : Le cas des P.M.E., L'Harmattan, p. 15

fin des années 1860 et elle a maintenu une bonne économie jusqu'à l'accession du communisme au pouvoir en 1948.

De l'autre côté, les conséquences de la planification de l'économie avaient touchées la République tchèque plus profondément que les autres pays communistes. Le niveau d'investissement dans l'industrie lourde et les services a été déséquilibré, d'un côté l'industrie lourde a été surinvestie, de l'autre côté on pouvait voir le manque d'investissement dans les services. Malikova et Poirier aussi mentionnent que même si le pays n'était pas endetté, les entreprises tchèques ont été endettées les unes envers les autres à cause de problèmes de l'autofinancement résultant du système de la centralisation des profits. En plus, les infrastructures du pays étaient dans un mauvais état et le niveau de la pollution élevée (« la dette implicite du pays ») .

2.1.2. La privatisation des entreprises de l'Etat

Avec la transition à l'économie du marché, il est apparu la nécessité de transférer le capital des mains de l'Etat aux mains privées. Cette privatisation s'est déroulée au cours des années 1990 en utilisant deux méthodes. Au début, l'Etat a décidé de vendre une partie des actions le plus vite possible et donc il a utilisé une « privatisation par coupons ». La plus grande partie de ces actions ont été vendues pendant la seconde moitié des années 1990 aux investisseurs stratégiques, ou rendues en restitutions ou vendues aux enchères organisées surtout pour les petites et moyennes entreprises.

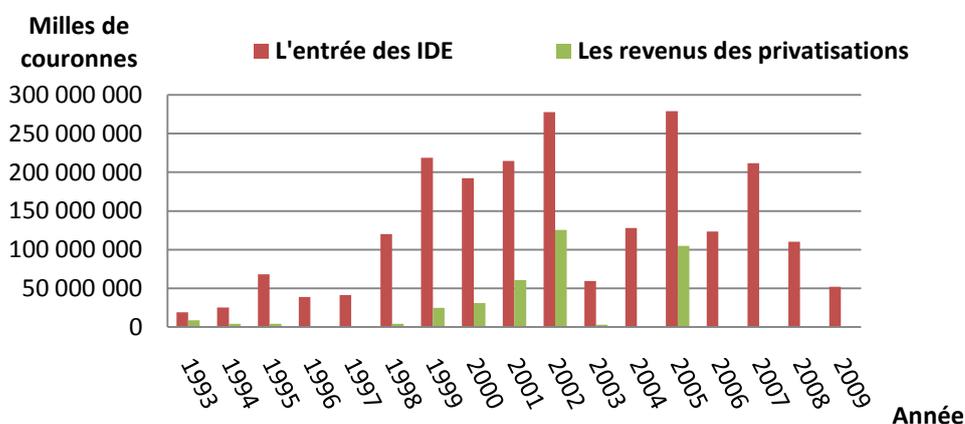
La privatisation par coupons s'est déroulée en deux étapes, la première a commencé au printemps 1992 et elle a concerné 988 entreprises en République tchèque (toujours dans le cadre de la Fédération tchécoslovaque). La deuxième privatisation, à l'automne 1993, a touché 861 entreprises en République tchèque, nouvellement constituée le 1 janvier 1993.

Il y avait de nombreuses discussions à propos de la privatisation par coupons. Il y avait notamment deux faits qui ont suscité des doutes sur cette stratégie. Premièrement, les entreprises n'avaient aucun bénéfice de ces transactions ce qui impliquait le manque de capital pour les restructurations, ce qui aurait pu être différent si les actions avaient été offertes aux entreprises étrangères. Le deuxième problème résultait du fait que chacun des plus de 18 ans pouvait acheter un livre de coupons pour mille couronnes et il pouvait les échanger pour des actions pratiquement à son choix. Ainsi les investisseurs n'avaient pas de capacités des dirigeants d'une entreprise. En plus, le capital était souvent dispersé parmi des

investisseurs mineurs. Le risque de dispersion excessive a été affaibli par la création des fonds de privatisation privés qui ont repris plus de 60% des actions de la première étape de la privatisation et plus de 70% des actions de la deuxième étape. La fondation de ces fonds a été encouragée par l'Etat, par contre, son activité était uniquement dans les mains de leurs dirigeants. Le dernier problème connecté à cette privatisation (qui a été de l'autre côté vite et effective), sont les pratiques discutables de certains dirigeants.

Néanmoins, malgré la critique adressée ensuite à la méthode de privatisation, le procès de transformation économique a été évalué positivement par les institutions internationales comme le Fond Monétaire Internationale, la Banque Mondiale ou la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. La position de la République tchèque au regard des investisseurs potentiels a été renforcée par l'adhésion à l'OCDE en 1995, comme le premier pays post-communiste.¹⁸ La République tchèque a aussi présenté une demande officielle d'adhésion à l'Union Européenne en 1996 et a obtenu une évaluation positive de la Commission Européenne en 1997. Elle a été officiellement invitée à adhérer à l'Union Européenne à la fin de cette année.¹⁹

Figure 2.1. La participation des revenus des privatisations sur les IDE entrants



Source : Le tableau de la Banque nationale tchèque Les investissements directs étranger 2008, Přímé zahraniční investice 2008, Mars 2010

Note : les données jusqu'à 1997 comprennent seulement les IDE en capital social, les données depuis 1998 comprennent sauf les IDE en capital social aussi les revenus réinvestis et le capital divers; les données préliminaires pour 2009

¹⁸Malikova, H., Poirier, V., (2006), L'investissement français en République Tchèque : Le cas des P.M.E., L'Harmattan

¹⁹Zastoupení Evropské komise v ČR : Evropská komise - Evropská unie v České republice, [http : //ec.europa.eu/ceskarepublika/cr_eu/index_cs.htm](http://ec.europa.eu/ceskarepublika/cr_eu/index_cs.htm)

2.1.3. La crise de 1997 et privatisation des banques

Bien que de nombreuses entreprises étaient déjà privatisées, les banques tchèques appartenaient toujours à l'Etat. Par conséquent, des grandes entreprises tchèques avaient un accès facilité au crédit en cas des difficultés financières. Ce fait avec le surchauffe de l'économie en 1996 est parvenu à la crise bancaire en mai 2007 qui a entraîné la faillite d'une des plus grandes banques commerciales tchèques (IPB) et la vente des parts des autres banques possédées par l'Etat aux banques étrangères - ČSOB à KBC (Belgique) en 1999, Česká Spořitelna à Erste Bank (Allemande) en 2001 et Komerční Banka à la Société Générale (France) en même année²⁰.

En parlant des banques, il convient de mentionner que le taux de change fixe de la couronne a été supprimé en 1997 à la recommandation de la Banque centrale européenne.

En 1998, le système stimulant l'investissement en République tchèque est introduit.²¹

2.2. La République tchèque comme un pays destinataire des IDE

Ce chapitre est divisé en trois parties. La première partie montre en utilisant des données concrètes, comment la République tchèque, après son ouverture aux échanges internationales, est devenue un important acteur de l'investissement direct étranger. La deuxième partie décrit l'investissement français en République tchèque.

2.2.1. L'évolution des IDE en République tchèque

Les investissements directs provenant de l'étranger en République tchèque dépendaient fortement de la privatisation au cours des années 1990. Les investissements entrant augmentaient légèrement au cours de la première moitié des années 1990 (Malikova, Poirier mentionne comme la cause les privatisations à coupons qui ont entraîné une dispersion de pouvoir et des difficultés à la restructuration éventuelle, le découragement des investisseurs les plus adversaires au risque), mais leur essor n'a commencé qu'en 1998 avec l'introduction du système d'incitations aux investissements.

²⁰ Malikova, H., Poirier, V., (2006) , L'investissement français en République Tchèque : Le cas des P.M.E., L'Harmattan

²¹ Srholec, M., (2004) , Přímé zahraniční investice v České republice : Teorie a praxe v mezinárodním srovnání, Linde

Selon CzechInvest, les IDE en République tchèque ont atteint 66 milliards d'euros depuis 1993 (jusqu'à 2008), sous la forme d'investissement sur terrain vierge (greenfield) ainsi que dans les projets déjà existants (brownfield).

Figure 2.2. L'investissement direct entrant en République tchèque 1993-2008

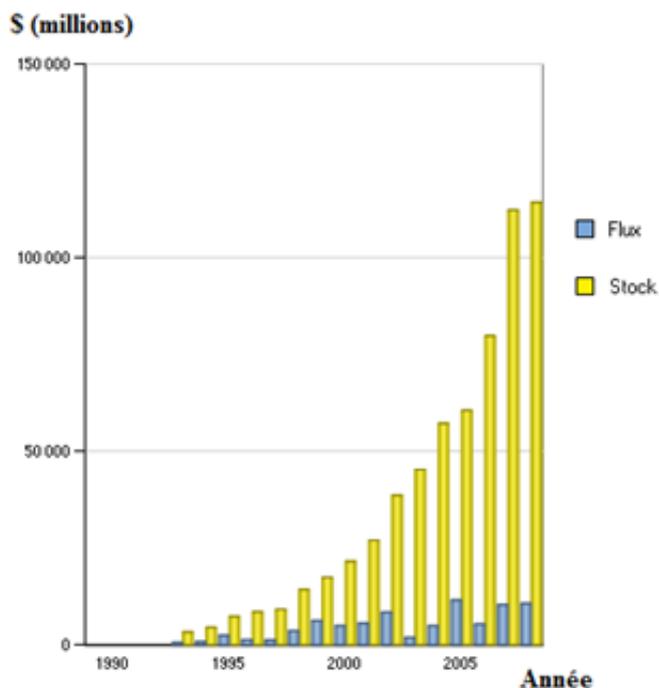
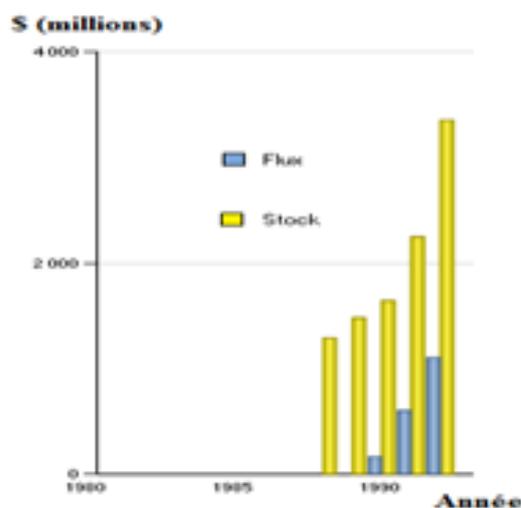


Figure 2.3. L'investissement direct entrant en Tchécoslovaquie 1970-1992



Source : CNUCED, World Investment Report 2009

Note : La base de données GlobStat de la CNUCED

Dans la figure 2.2., on peut voir que les investissements en République tchèque s'accroissaient toutes les années entre 1998 et 2002. D'après Malikova, Poitier, c'était surtout grâce aux privatisations des entreprises, du secteur bancaire et des télécommunications, les incitations à l'investissement par l'Etat et la volonté des entreprises à s'agrandir.

Il est intéressant que la croissance des IDE continuait, tandis que la tendance a été différente dans le monde. A savoir, les flux d'IDE ont chuté de 41% en 2001 et de 21% en 2002, surtout dans les pays développés. C'était le résultat de la stagnation des Etats Unis, de l'UE et du Japon²². Par contre, dans les pays émergents, la chute a été moins importante, ou l'investissement a même augmenté (par ailleurs, c'était cette année où la Chine est devenue le

²² Srholec, M., (2004), Přímé zahraniční investice v České republice : Teorie a praxe v mezinárodním srovnání, Linde

2° pays destinataire des IDE au monde). Par contre, on peut voir dans la figure 2.2. la chute des investissements en 2003. Les raisons sont différentes, mais il faut se rendre compte que presque la moitié de l'investissement en 2002 a été effectuée par la vente de Transgas possédée par l'Etat à RWE allemande.

2.2.2. Les investissements français en République tchèque²³

Selon l'enquête de fDI Market publiée par CzechInvest en 2009, il y avait presque 38 projets d'investissement direct depuis la France dans les années 2003-2008. Les investisseurs les plus grands ont été PSA Peugeot-Citroën²⁴, Faurecia et Saint-Gobain – c'est-à-dire que le plus grand secteur pour les investissements a été celui de l'industrie de l'automobile et des composants automobile et des équipementiers. Le créateur majeur d'emplois a été, à côté de PSA Peugeot-Citroën et Faurecia, la firme Valeo Systems Thermiques. Les deux premières sociétés ont créé approximativement 2 000 emplois chacune, Valeo Systems Thermiques a créé presque 1 000 emplois.

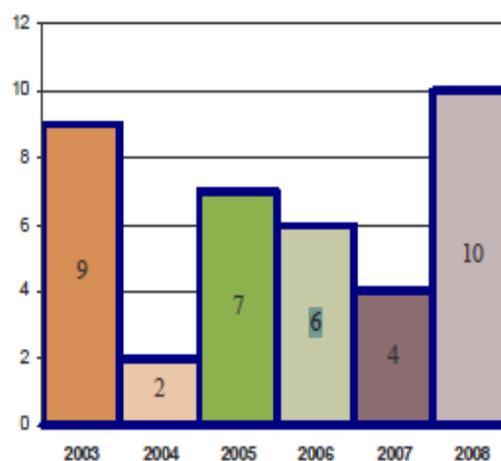
Figure 2. 4. Les projets d'investissement direct en République tchèque depuis la France dans les années 2003-2008

| Société | Total | Investissement | Emplois |
|---|-------|----------------|---------|
| PSA Peugeot-Citroen | 6 | non disponible | 2 000 |
| Saint-Gobain | 4 | 102 000 000 | 200 |
| Faurecia | 3 | 166 090 000 | 1 826 |
| Valeo Systems Thermiques | 2 | 52 580 000 | 961 |
| Metalprogres | 1 | 50 880 000 | 402 |
| Irisbus France | 1 | 20 540 000 | 400 |
| Poclain Hydraulics | 1 | 3 000 000 | 50 |
| Societe Industrielle d'Aviation Latecoere | 1 | 8 450 000 | 150 |
| Union SDA | 1 | 36 280 000 | 42 |
| FPSEA SA | 1 | 2 110 000 | 325 |

Source : CzechInvest 2009, fDi Market 2009, Note : les valeurs d'investissement exprimées en USD

Il y avait 38 projets d'investissement en République tchèque depuis la France entre 2003-2009, selon les données de fDi Market. Dans la figure 2.4. on peut voir qu'il y avait

Figure 2. 5. Le nombre de projets d'investissement direct depuis la France en République tchèque dans les années 2003-2008



²³ Une liste des investissements les plus importants de la France en République tchèque à trouver en annexe n°3

²⁴ L'usine de TPCA à Kolin a été créée en mars 2002, la production depuis février 2005, source : www.businessinfo.cz

relativement beaucoup de projets en 2003 et 2008, par contre il n'y avait que 2 projets d'investissement en 2004. Les plus grands investissements ont visé Prague (36,8%), Brno et Písek (5,3% chacun).

Au total, CzechInvest a promis des incitations à l'investissement à 21 entreprises françaises dans la période entre avril 1998 et janvier 2010. L'investissement promis aux entreprises françaises pendant ces années a atteint le montant total de 474 millions d'euros et ces projets promettaient de créer 4 841 emplois.²⁵ Le montant d'investissement français promis dans ces projets par les entreprises françaises fait 2,6% des investissements totaux en République tchèque (y compris les firmes tchèques investissant en République tchèque, mais sans considérer les investissements mutuels de la France et des pays étrangers – comme les investissements provenant de la France – concrètement il s'agit du Japon). Si l'on considère seulement les investissements provenant de l'étranger, les investissements français en font 3,1%. Pareillement, les nouveaux emplois ayant été promis de créer par ces investisseurs, font 4,2% du total des nouveaux emplois promis par les entreprises étrangères.²⁶

Il faut se rendre compte que si l'on avait compris dans les investissements français aussi les investissements communs des entreprises françaises et japonaises, la valeur d'investissement aurait été proportionnellement plus que le double (1,2 milliards, ce qui fait 8,1% d'investissement total promis par des firmes étrangères) et le nombre des emplois promis à créer presque le double – concrètement ce serait 7 841 nouveaux emplois, c'est-à-dire 6,8% d'investissement étranger total.

Pour avoir une comparaison, il est intéressant de noter les mêmes chiffres de l'Allemagne qui est l'investisseur étranger le plus important en République tchèque (selon la même source, il y avait 145 sociétés allemandes demandant d'aide à l'investissement en République tchèque). L'Allemagne a ainsi promis d'investir 4,3 milliards d'euros en République tchèque, ce qui fait 28,8% du somme total d'investissement étranger promis, et de créer 34 257 nouveaux emplois, c'est-à-dire 29,6% du total d'emplois promis.²⁷

²⁵ CzechInvest (2010), Přislíbené investiční pobídky od dubna 1998 do 14. ledna 2010/ Incentives which were promised from April 1998 to 14th January 2010 <http://www.czechinvest.org/dwn-investicni-pobidky>

²⁶ Mes calculs basés sur le tableau de CzechInvest 2010, <http://www.czechinvest.org/dwn-investicni-pobidky>

²⁷ Il est important de se rendre compte que ces données contiennent seulement les projets pour lesquels les entreprises ont demandés les aides de l'Etat par l'intermédiaire de CzechInvest. Dans les calculs, les projets mutuels de la République tchèque et d'autre pays ne sont pas considérés comme les projets tchèques, ainsi que les projet de la France et d'autre pays ne sont pas considérés comme les projets français.

Les autres pays les plus actifs en termes d'investissement en République tchèque ont été le Japon et les Pays Bas (chacun promettant d'investir à peu près 2 milliards d'euros) et la Corée (à peu près 1,5 milliards d'euros).

La France appartient parmi les cinq investisseurs majeurs en République tchèque.²⁸

2.3. Les entreprises tchèques investissent à l'étranger

Les deux parties de ce chapitre décrivent d'abord l'histoire de la République tchèque comme investisseur à l'étranger, comme elle se profile récemment. Même si le capital tchèque à l'étranger est pour le moment négligeable, désormais, il augmente et on peut estimer qu'il va continuer à progresser – grâce à l'évolution naturelle de l'économie tchèque et des intérêts des firmes tchèques mais également grâce au soutien de l'Etat, qui est décrit dans la deuxième partie.

2.3.1. L'évolution des IDE en République tchèque

L'économie de marché s'étant établie en République tchèque, le pays s'étant ouvert au monde et devenant membre des organisations économiques internationales, les entreprises tchèques, maintenant privées, sont devenues importantes ce qui implique leur volonté de s'accroître. Et c'est le moment où les entrepreneurs commencent à examiner la possibilité de s'implanter à l'étranger.

La figure 2.6. nous montre une augmentation rapide de l'investissement direct tchèque à l'étranger au cours des dernières années. Si l'on compare ces données avec les données publiées par la Banque nationale tchèque (Annexe n°1), on voit que la chute en 2005 n'a pas été autant significative²⁹. Néanmoins, les deux sources nous permettent de constater que la tendance est accroissante et que le progrès de l'investissement sortant s'accélère, surtout depuis 2007.

Le graphique 2.7. confirme ce qui a été mentionné dans le chapitre 2.1. Il n'avait pas de sens de parler des investissements étrangers en Tchécoslovaquie avant la révolution de velours, en économie totalitaire.

²⁸ voir par exemple dans le chapitre 4.3.1. ou le site de la France-Diplomatie, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/republique-tcheque_228/france-republique-tcheque_1427/index.html

²⁹ comme il a été expliqué déjà avant, les méthodes de détermination d'IDE sont différents selon les sources ; on utilise ici la base de données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui contient les données pour tous les deux pays examinés dans ce travail, ce qui permet la comparaison mutuelle

Figure 2.6. L'investissement sortant de la République tchèque 1993-2003

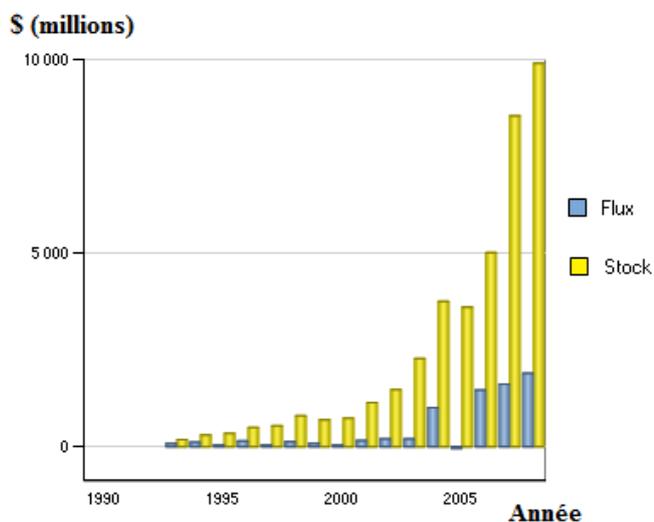
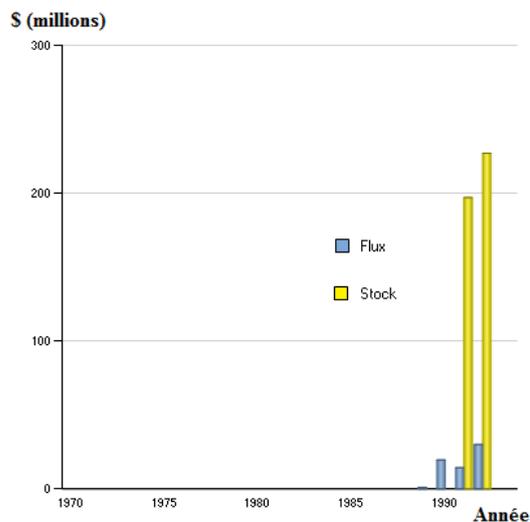


Figure 2.7. L'investissement sortant de la Tchécoslovaquie 1970-1993



Source : CNUCED, World Investment Report 2009

2.3.2. La stratégie pour l'export de la République tchèque pour la période 2006-2010

Au résultat aussi élevé pendant les dernières années, a contribué par ailleurs La stratégie pour l'export de la République tchèque pour la période 2006-2010³⁰, un document du Ministère de l'industrie et du commerce tchèque. A la différence du même document pour la période précédente, 2003-2006, cette stratégie est considérablement plus complexe, elle inclut à côté de stratégies pour l'exportation aussi d'autres stratégies, visant plus généralement à une meilleur position de la République tchèque dans le monde des échanges économiques internationaux, entre autres, elle s'occupe pour la première fois des investissements directs tchèques à l'étranger.

La stratégie a été créée en réaction à l'adhésion de la République tchèque à l'Union Européenne impliquant le besoin de déterminer de nouvelles priorités territoriales et de nouveaux besoins des entrepreneurs. Elle aussi fidélise de nouvelles tendances comme l'exportation des services ou l'investissement direct à l'étranger, ce qui nous intéresse.

³⁰ en version originale, Exportní strategie České republiky pro období 2006-2010, Ministerstvo průmyslu a obchodu ČR

En ce qui concerne le projet de soutien de l'investissement tchèque à l'étranger, d'après l'Evaluation de la réalisation de la Stratégie pour l'export il y a les résultats suivants : ³¹

Une base de données sur les opportunités d'investissement à l'étranger en ligne a été créée par l'agence CzechTrade en 2006 et est mise à la disposition sur le site www.businessinfo.cz. Ces informations sont incluses aussi dans le « Plan des opportunités selon le secteur », qui contient les opportunités pour l'export ensemble avec les opportunités pour l'investissement à l'étranger selon les pays et les secteurs.

« L'extension de la production à l'étranger »³² est une publication issue dans le cadre du programme déjà deux fois, en 2007 et 2009, qui contient des informations sur l'environnement pour l'investissement en presque 100 pays, des contacts aux institutions locales de la promotion de l'investissement dans ces pays et des références des firmes tchèques qui ont déjà l'expérience avec l'investissement dans ces pays.

Les informations sur le climat pour les investisseurs sont devenues la partie des « Informations territoriales d'ensemble³³ » qui sont régulièrement renouvelées dans le site www.businessinfo.cz.

En 2006, un amendement de la loi 58/1995 Sb.³⁴ est entré en vigueur. Il change le soutien gouvernemental des exportations de l'origine nationale aux exportations à l'intérêt national, ce qui élargit le nombre des sociétés en République tchèque qui sont soutenues pour investir à l'étranger.

Les opportunités d'investir à l'étranger sont maintenant présentées en conférences sur les exportations. Surtout CzechTrade, EGAP³⁵ ou ČEB³⁶ sont maintenant engagés dans le projet.

Le gouvernement a également intérêt à conclure de nouveaux contrats bilatéraux sur l'investissement.

³¹ Zpráva o plnění Exportní strategie České republiky pro období 2006-2010 za rok 2009, vyhodnocení projektů
³² manuál Rozšíření výroby do zahraničí

³³ Businessinfo.cz, Souhrnná teritoriální informace Francie, au 1/10/2009

³⁴ zákon č. 58/1995 Sb., o pojišťování a financování vývozu se státní podporou ; selon www.egap.cz

³⁵ Exportní garanční a pojišťovací společnost, a.s. offre des possibilités d'assurance de l'investissement à l'étranger en vue de protéger les investisseurs contre les risques ; EGAP appartient à l'Etat

³⁶ Česká exportní banka (Banque tchèque pour l'export)

Tableau 2.1. Les investissements directs tchèques à l'étranger en 2006-2009

| L'année | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|---|-------|-------|-------|-------|
| Les IDE tchèques à l'étranger (millions d'euros) | 1 168 | 1 183 | 1 294 | 2 048 |

Source: Zpráva o plnění Exportní strategie České republiky pro období 2006-2010 za rok 2009, vyhodnocení projektů (l'Evaluation de la réalisation de la Stratégie pour l'export pour l'année 2009)

Note:

- les données dans le rapport selon la Banque nationale tchèque
- * janvier-septembre 2009
- les valeurs en euros – mes calculs basés sur les données de la Banque nationale tchèque

3. Les investissements directs étrangers en France

Comme dans le chapitre précédent, on va d'abord décrire l'investissement français du point de vue de l'histoire de la France et ensuite décrire la position de la France actuelle au regard des IDE – d'abord généralement, après séparément pour les investissements directs étrangers en France (y compris les IDE tchèques en France) et ensuite les investissements français à l'étranger.

3.1. L'ouverture de la France aux investissements directs étrangers et les questions connectées

3.1.1. L'histoire de l'investissement direct étranger entrant et sortant en France

L'histoire des investissements directs étrangers en France est plus ancienne qu'en République tchèque. Comme on peut voir dans la figure 3.3. et 3.4., l'investissement direct étranger commence à arriver davantage en France en seconde moitié des années 1980, pareillement comme les entreprises françaises à l'étranger. Mais il y avait des investissements étrangers même avant, comme la France est un pays historiquement ouvert du point de vue économique. Dans la figure 3.1., on peut voir que la France avait déjà des investissements à l'étranger au début du XX^e siècle. Et il ne s'agissait pas que de colonies.

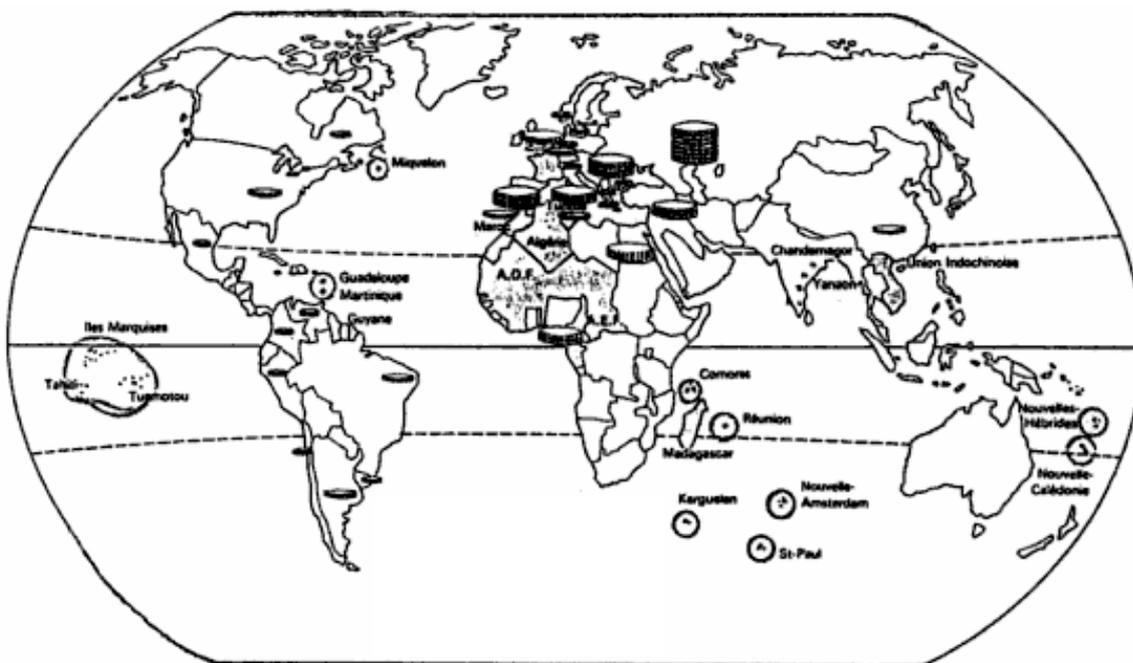
D'après Berstein, Milza (p. 195-199), un quart des investissements français à l'étranger à cette époque-là ont été destinés à la Russie, il y avait des investissements importants dans l'Empire ottoman et en Amérique du sud et aussi dans quelques pays européens - le plus en Espagne et en Autriche-Hongrie. Mais il y en avait aussi beaucoup en Turquie et en Italie, un peu moins au Royaume-Uni et au Portugal. Dans la figure et le tableau 3.1. on peut apprendre que la France avait des investissements importants aussi en Afrique britannique et en Egypte.

Il ne s'agit pas ici forcément d'investissements au sens économique traité dans ce travail, mais ces capitaux incluent également des prêts internationaux dont l'importance consiste avant tout en stratégie politique – c'est le cas de la Russie, des pays balkaniques, de l'Italie, hors Europe du Maroc, de l'Ethiopie, de l'Empire ottoman ou de la Chine. D'après Berstein, Milza, le but de ces investissements ou prêts a été de renforcer une coopération politique ou de parvenir à l'influence sur les pays concernés. Comme preuve que les investissements directs propres augmentaient déjà tout au début du siècle, on peut reprendre, du même livre, que les investissements directs de la France en Russie ont augmenté de presque 9% entre les

années 1907-1914 (les investissements directs ont constitué 13-18% des avoirs français en Russie dans l'époque) – le reste étaient des fonds publics qui ont par contre augmenté moins vite.

Néanmoins, l'intensité de l'investissement direct étranger n'augmente que légèrement jusqu'aux années 1980 quand de nombreuses restrictions sont supprimées ou allégées. La France se révèle comme une destination attractive des investisseurs étrangers, mais également les entreprises françaises bénéficient de plus en plus des possibilités d'implantation à l'étranger, soit horizontale, soit verticale.

Figure 3.1. La présence française dans le monde au début du XX^e siècle
- principaux investissements français à l'étranger en 1914



La France dans le monde en 1914
Principaux investissements français à l'étranger

- 1 milliard de francs-or
- 500 millions à 1 milliard de francs-or
- 100 à 500 millions de francs-or
- colonies françaises

Source: Berstein S., Milza P., (1999), Histoire de la France au XX^e siècle: 1900-1930

Tableau 3.1. Les capitaux français placés à l'étranger en 1902
(d'après l'enquête de cette année, en millions francs)

| | | | | | |
|------------------|-------|---------------------|-------|-----------------|-----|
| EUROPE | | | | AMÉRIQUE | |
| Russie | 6 966 | Serbie | 201 | Argentine | 923 |
| Espagne | 2 974 | Hollande | 200 | Brésil | 696 |
| Autriche-Hongrie | 2 850 | Monaco | 158 | États-Unis | 600 |
| Turquie | 1 818 | Danemark | 131 | Mexique | 300 |
| Italie | 1 430 | Suède | 123 | Colombie | 246 |
| Angleterre | 1 000 | AFRIQUE | | Chili | 226 |
| Portugal | 900 | Afrique britannique | 1 592 | Uruguay | 219 |
| Belgique | 600 | Égypte | 1 436 | Canada | 138 |
| Suisse | 455 | Tunisie | 512 | Venezuela | 130 |
| Roumanie | 438 | ASIE | | Cuba | 126 |
| Norvège | 290 | Chine | 651 | Pérou | 107 |
| Grèce | 283 | Asie turque | 354 | | |

Source: Berstein S., Milza P., (1999), Histoire de la France au XX^e siècle: 1900-1930

3.1.2. Les IDE en France dans le classement mondial

Dans le classement mondial, la France est parmi les cinq pays les plus engagés au monde pendant les dernières années concernant les investissements directs entrants et sortants. Selon le graphique 3.1., les investissements sortants prévalent en France³⁷.

Il est intéressant que les revenus nets d'IDE de la France ont été pareils aux revenus nets du tourisme entre 1999-2004 (selon la même source).

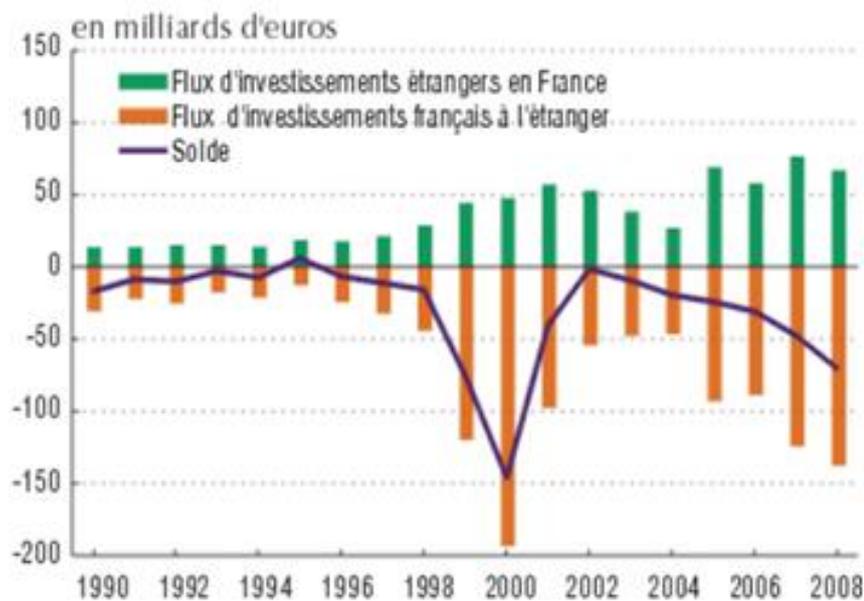
On peut voir dans le graphique (et cela confirme aussi l'article dans Problèmes économiques de la fin de l'année 2009³⁸), que les investissements sortants sont maintenant presque à leur maximum comme à la charnière du millénaire (1999-2000). Mais il est vrai que d'après le tableau 1.1., les investissements directs étrangers en France, entrants ainsi que sortants, ont baissé considérablement dans la deuxième moitié de l'année 2008 et en 2009. La chute est arrivée au cours du quatrième trimestre de l'année 2008, quand les flux d'investissement direct à l'étranger ont chuté de moitié de la moyenne des trois trimestres précédents et les flux d'investissement entrant ont diminué de 80% (même si normalement les investissements directs étrangers tendent à être les plus élevés justement au quatrième trimestre). La

³⁷ La Documentation française, (2007), Mondialisation : les atouts de la France, Paris, p. 76

³⁸ Problèmes économiques, n° 2.980 du 14 octobre 2009, p. 23

diminution des flux exprime surtout une diminution de l'investissement au sein d'une groupe et des fusions-acquisitions³⁹.

Figure 3.2. Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger



Source: L'INSEE, les Tableaux de l'économie française - édition 2010, selon la Banque de France

Le gouvernement français soutient l'investissement international dans le pays comme à l'étranger, mais il encourage plus l'investissement direct sortant que l'investissement direct entrant.

3.1.3. L'investissement direct : quels sont ses liens avec le chômage ?

En parlant de la République tchèque, on a mentionné qu'il y avait des discussions sur la façon d'entrée du capital étranger en République tchèque (des privatisations). En France, il y avait récemment des discussions à propos de l'investissement français à l'étranger, même si de caractère bien différent. Les Français se méfient des délocalisations françaises à l'étranger. Les débats se sont intensifiés par exemple au début de l'année 2009 à la suite de la crise économique. Ils ont pénétré les médias aussi en liaison avec la République tchèque, quand le président français, Nicolas Sarkozy, a proclamé que les subventions d'Etat destinées aux

³⁹ Problèmes économiques, n° 2.980 du 14 octobre 2009, p. 26-27

entreprises automobiles, leurs seraient accordées à condition qu'elles ne délocalisent pas et « *si possible, qu'elles relocalisent* »⁴⁰. Il a mentionné cela en liaison avec l'usine de PSA-Peugeot Citroën et Toyota en République tchèque.

Des études du Conseil d'analyse économique montrent que l'investissement direct à l'étranger a une corrélation positive avec l'emploi en France, s'il s'agit de l'investissement dans des pays à haut ou moyen revenu. Par ailleurs c'est grâce à l'augmentation de la productivité de l'entreprise provenant de la restructuration ou de la complémentarisation de leurs avantages aux avantages de l'entreprise étrangère. Concernant les investissements dans des pays à bas salaire, l'effet sur l'emploi est statistiquement neutre ou négligeable.⁴¹

Dans l'étude du Conseil d'analyse économique (2010), on peut trouver des résultats des différentes enquêtes et recherches le confirmant. La recherche de Fontagné et Lorenzi (2005) a montré que dans les années 1995-2001, les délocalisations ont fait 2,4% d'emplois industriels supprimés en France. Dans les chiffres totaux, c'est 95 000 emplois industriels supprimés à cause des délocalisations pendant toute la période 1995-2001 (environ 13 500 chaque année) contre 500 000 emplois supprimés annuellement. Ce travail informe aussi qu'à peu près une moitié des emplois supprimés à cause des délocalisations, sont déplacés dans les pays à bas salaires, le plus en Chine. Que les grandes entreprises délocalisent souvent est confirmé par ce que les emplois délocalisés représentent chez les groupes avec plus de 500 salariés les deux tiers des emplois. Ce fait est confirmé aussi par d'autres recherches dans les années suivantes.

Les délocalisations françaises et la spécialisation verticale plus importante en connectée ont entraîné une augmentation de la part de l'emploi qualifié dans l'emploi total. Selon la même source, ce ratio a été plus grand pour une période plus récente (1985-1993 contre 1977-1985), ce qui va ensemble avec une augmentation des délocalisation.⁴²

⁴⁰ Par exemple France 24, (11/02/2009), Prague critique les propos de Sarkozy sur les délocalisations, <http://www.france24.com/fr/20090209-premier-ministre-republique-tcheque-sarkozy-topolanek-traite-lisbonne-delocalisations>

⁴¹ Conseil d'analyse économique : Investissement direct étranger et performances des entreprises, Direction de l'information légale et administrative. Paris, 2010 ; p.36-43
Analyses Économiques, n°2/2010, Mars 2010

⁴² La documentation française (2007) : Mondialisation : les atouts de la France, Paris, p.79

3.2. La France comme un pays destinataire des IDE

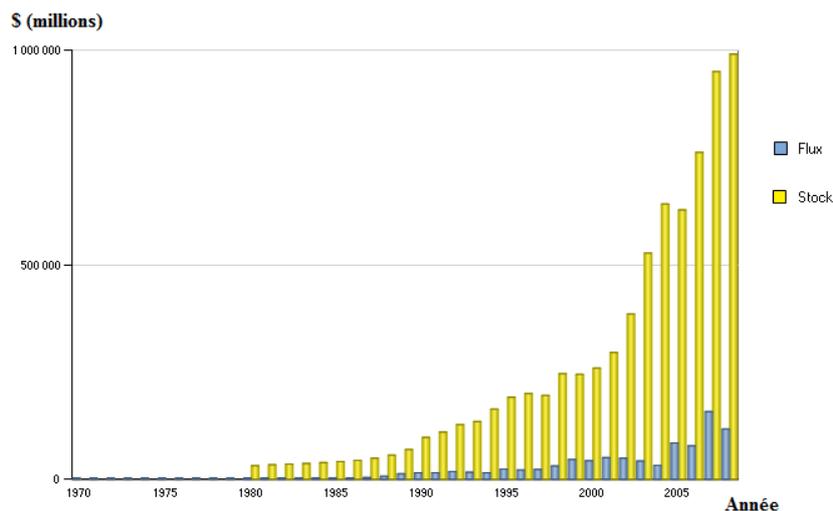
Ce chapitre nous montre la France comme un pays accueillant des investissements directs étrangers. Il est divisé en trois parties. La première nous montre l'évolution historique de l'investissement direct en France, la deuxième parle de l'attractivité de la France pour les investisseurs étrangers, la dernière contient des exemples des investissements tchèques en France.

3.2.1. L'évolution de l'investissement direct étranger en France

Le graphique 3.3. nous présente une évolution des stocks et des flux d'investissement direct étranger en France depuis l'année 1980, alors que les données pour les flux d'IDE sont disponibles aussi pour les années précédentes.

On peut voir une tendance croissante. Il y a des années où l'investissement a baissé, mais jamais pour plus longtemps qu'une ou deux années (par exemple les flux en 2003-2004). D'autres part, les données ne sont pas identiques si l'on regarde les stocks d'IDE et si l'on regarde les flux. Et en plus, si l'on compare ce graphique utilisant les données de la CNUCED et celui fait à la base des données de la Banque de France⁴³, on peut déjà remarquer quelques différences entre les deux graphiques, causées par l'utilisation de différentes méthodes.

Figure 3.3. L'investissement direct entrant en France 1970-2008



Source : CNUCED, World Investment Report 2009

⁴³ voir les Annexes n°4 et n°5

Les flux internationaux des capitaux font partie intégrale de l'économie française. Cela est illustré par exemple par le fait que les filiales des firmes étrangères en France représentent presque un tiers des emplois du secteur manufacturier et ces filiales constituent 40% des exportations françaises⁴⁴.

Les entreprises étrangères choisissent pour leur investissement les entreprises françaises les plus importantes, à gros potentiel, l'expression anglaise le décrivant est un « cherry picking ».⁴⁵

3.2.2. L'environnement pour l'investissement du capital en France

La France a été un des pays à l'environnement le plus favorable pour les investissements du capital du point de vue fiscal et juridique en Europe en 2008.⁴⁶ La France a été suivie par l'Irlande, la Belgique et le Royaume-Uni. Un autre fait favorisant la France en ce qui concerne les investissements directs étrangers, est que c'est également le pays avec le plus grand nombre de conventions internationales bilatérales contre la double imposition parmi les 29 pays économiquement les plus importants.

Naturellement du point de vue des investisseurs tchèques, la France n'est pas un pays intéressant comme une destination à cause de taux sur les revenus et des coûts de production plus élevés.⁴⁷ En tout cas, il y avait 94 180 000 d'euros d'investissement direct tchèque en France en 2008⁴⁸. Dans le chapitre suivant, on va en voir quelques exemples.

3.2.3. Les investissements tchèques en France

Il s'agit le plus souvent de filiales d'entreprises tchèques appartenant déjà à des firmes étrangères (ČSA, Iveco France, Irisbus – vente des bus Karosa sous leur nom, Škoda France), ou ce sont des petites entreprises spécialisées dans la production traditionnelle tchèque, comme la verrerie (Cristal de Bohême, TRANSEXIM). Mais il y a aussi des entreprises de l'industrie de la machinerie comme Linnet France AS, une filiale d'une entreprise tchèque avec 15 employés fabriquant des établissements hospitalier, Rubena France SA, une filiale de

⁴⁴ La documentation française (2007) : Mondialisation : les atouts de la France, Paris, p.76

⁴⁵ par exemple : La documentation française (2007) : Mondialisation : les atouts de la France, Paris, Conseil d'analyse économique, Direction de l'information légale et administrative, (2010) , : Investissement direct étranger et performances des entreprises, Paris, Analyses Économiques, n°2/2010, Mars 2010

⁴⁶ L'AFII : La fiscalité mise au service de la compétitivité et de l'investissement, 2/2010, p. 1 ; L'AFII a utilisé les études de l'EVCA (European private equity and venture capital association) , de KPMG (Choix concurrentiels 2008) et de Erns&Young.

⁴⁷ BusinessInfo.cz : [http : //www.businessinfo.cz/cz/sti/francie-investicni-klima/9/1000421/#sec2](http://www.businessinfo.cz/cz/sti/francie-investicni-klima/9/1000421/#sec2)

⁴⁸ selon la Banque nationale tchèque

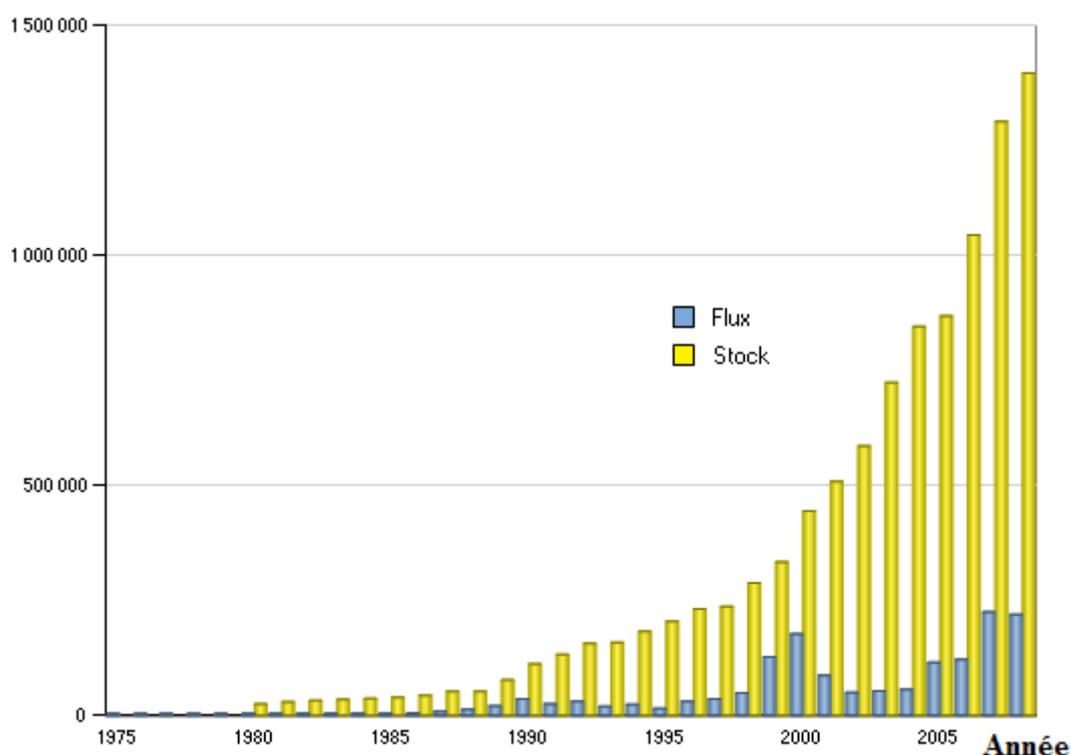
Rubena Hradec Kralove fabriquant des produits en caoutchouc, ou Spektrum France S.A.R.L., une filiale d'une firme tchèque Atelier Spektrum qui se spécialise en imprimerie⁴⁹.

3.3. Les entreprises françaises investissent à l'étranger

Maintenant on prêtera une attention aux investissements français sortants du pays .

Comme il est déjà mentionné dans le chapitre 3.1.2., l'investissement direct à l'étranger est en France largement soutenu, plus que l'investissement entrant.

Figure 3.4. L'investissement direct français à l'étranger en 1970-2008



Source : CNUCED, World Investment Report 2009

On peut voir que l'investissement direct français est assez déséquilibré dans le temps. On note un pic en 2000, après l'investissement a suivie la baisse dans la mesure mondiale en ayant baissé un peu. Depuis 2002 il reprend sa tendance à augmenter, d'abord lentement, mais depuis 2004, la vitesse est considérable (mais toujours moindre qu'avant 2001).

⁴⁹ Businessinfo.cz, Souhrnná teritoriální informace Francie, au 1/4/2010 ; il faut noter que les auteurs n'avaient pas l'accès à toutes les informations, alors il ne s'agit que des firmes leur connues

4. La comparaison entre la France et la République tchèque du point de vue d'investissement direct à l'étranger

Dans la dernière partie du travail on va faire une comparaison des deux pays : quel est leur profil comme des pays desquels sortent les capitaux à l'étranger et ensuite comme des destinations des capitaux étrangers ?

4.1. L'information générale

Comme on pouvait voir dans les deux chapitres précédents, les deux pays sont tout à fait différents en ce qui concerne l'investissement direct étranger.

Premièrement, les investissements directs sont un phénomène plus vieux en France qu'en République tchèque. Si l'on ne prend pas en compte l'époque où les échanges internationaux de capitaux n'étaient pas encore très importants économiquement, on peut dire que son essor en France a commencé dans les années 1980. Par contre, il n'y a pas de sens de parler des investissements étrangers en République tchèque, formellement en Tchécoslovaquie, avant la révolution de velours.

Deuxièmement, le solde de la balance des paiements est négative en France, en ce qui concerne les flux de capitaux, par contre la République tchèque est un receveur des capitaux étrangers.

Actuellement, toutes les deux directions d'investissement sont encouragées par les gouvernements des deux pays en forme d'aides diverses à l'investissement, de dégrèvements ou simplement en forme d'information. Les deux pays en plus concluent des accords bilatéraux avec d'autres pays pour éviter une double taxation.

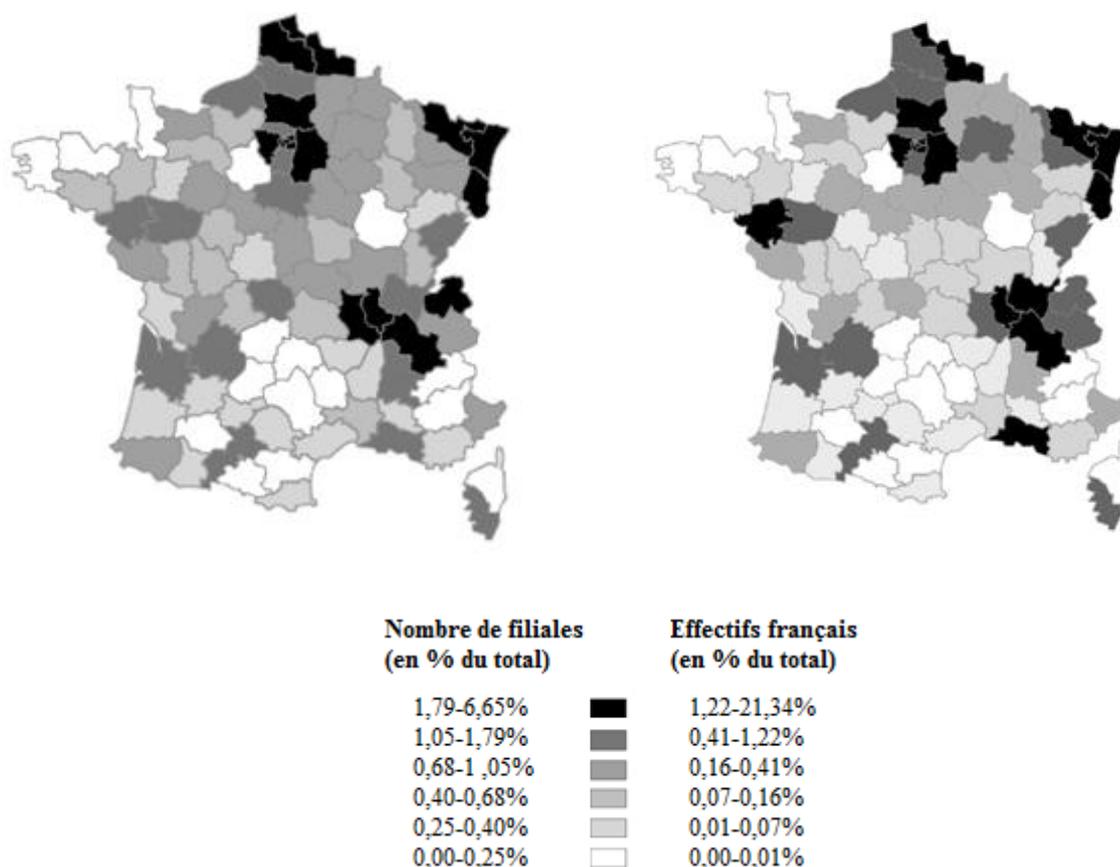
Dans tous les deux pays, les investissements sont concentrés dans quelques régions. Les cartes ci-dessous nous le montrent.

D'abord en France, ce sont surtout les cinq régions : l'Île-de-France, le Nord-Pas-de-Calais, l'Alsace, la part de la Lorraine à la frontière de l'Allemagne et une part de la région des Rhône-Alpes. Dans ces régions, marquées sur la carte en couleur noir, il y a jusqu'à 6,65% de firmes d'origine étrangère. Si l'on regarde la carte 4.1. et 4.2., on voit que la proportion des employés dans les entreprises étrangères est encore plus haute dans certains départements

(jusqu'à plus de 21%), mais on voit aussi que dans d'autres départements, le pourcentage de l'emploi dans les firmes étrangères est beaucoup plus bas⁵⁰. Les entreprises envisageant d'investir en France choisissent souvent un lieu où d'autres filiales du même secteur sont déjà implantées (par exemple des entreprises japonaises)⁵¹.

Figure 4.1. La proportion des filiales des firmes industrielles détenues par des entreprises étrangères selon les départements en 2006

Figure 4.2. La proportion des effectifs industriels employés dans des groupes étrangers selon les départements en 2006



Source : Conseil d'analyse économique : Investissement direct étranger et performances des entreprises, Direction de l'information légale et administrative. Paris, 2010 ; p. 66 ; selon LIFI et EAE

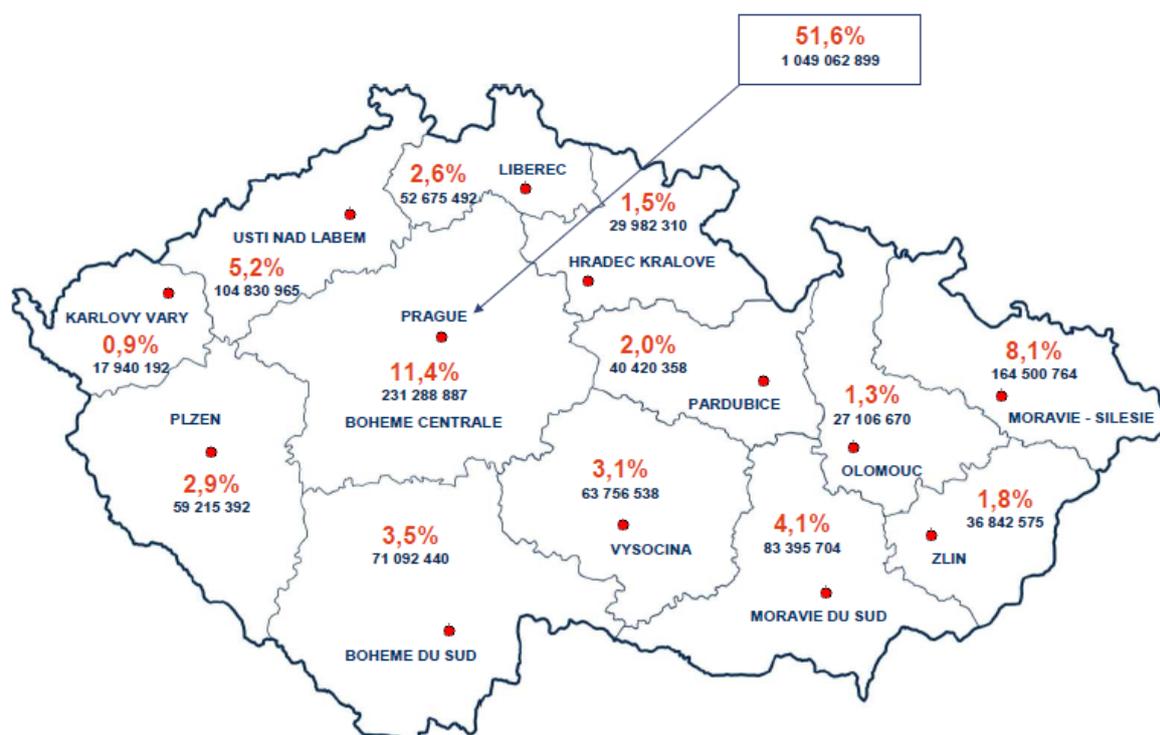
En République tchèque, la moitié de l'investissement direct de l'étranger vise Prague. D'autres plus que 10% d'investissements étrangers en République tchèque sont situés dans la

⁵⁰ Conseil d'analyse économique : Investissement direct étranger et performances des entreprises, Direction de l'information légale et administrative. Paris, 2010 ; p. 66

⁵¹ La documentation française : Mondialisation : les atouts de la France, 2007, p. 86

région entourant Prague, la Bohême centrale. Il y en a beaucoup aussi dans la région d'Ostrava (la Moravie-Silésie), une région à forte tradition industrielle. Environ 5% arrivent aussi dans la région d'Ústi nad Labem et de la Moravie du Sud. On peut alors voir qu'en tous les deux pays les investissements sont concentrées dans quelques régions et il y a d'autres régions à concentration faible.

Figure 4.3. Les flux d'investissements directs de l'étranger dans les régions tchèques en 2007 (en couronnes tchèques)



Source : CzechInvest : Fiche d'information n°2 – Flux d'investissement direct de l'étranger, janvier 2010, selon la Banque nationale tchèque

4.2. La France et la République tchèque comme des pays investissant à l'étranger

Dans ce chapitre, on verra une comparaison des deux pays par rapport aux pays destinataires des IDE sortants et après par rapport aux secteurs où le plus de ces investissements se dirigent.

4.2.1. Les destinations majeures d'IDE de la France et de la République tchèque

Selon les Tableaux de l'économie française de 2010 de l'INSEE⁵², les pays développés restent les destinataires majeurs des investisseurs français - plus de 80% des flux d'IDE français à l'étranger sont destinés aux pays industrialisés (même si cette proportion a baissé en 2008 par rapport à la valeur en 2007 de 6%). Si l'on regarde le tableau de l'INSEE, on peut voir que la France investit le plus dans les pays de l'Union européenne (presque 70% des investissements directs étrangers de la France ont été destinés à l'Union Européenne en 2008, dont presque 70% à l'UE 15. En 2007, la proportion des investissements visant l'Union européenne a été encore plus haute - presque 80%.

Le plus de ces investissements ont été destinés à la Belgique et au Luxembourg en 2008. Mais on peut voir que les chiffres sont aussi hauts pour d'autres pays, comme les Pays-Bas, les Etats-Unis ou l'Allemagne. Néanmoins, les données sont assez variables, en 2007, il y avait beaucoup d'investissements en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni.

A peu près 0,5 % des investissements totaux de la France se dirigeaient en République tchèque – pour comparer, en Chine, au Japon ou au Brésil c'était à peu près 1%. Par contre, les investissements français en Pologne ont été aussi à peu près le double de ceux en République tchèque.

Tableau 4.1. Les flux d'investissements directs français à l'étranger selon le pays destinataire (milliards d'euros, %)

| | 2007 (r) | | 2008 | |
|------------------------------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | Flux (mld. €) | (en %) | Flux (mld. €) | (en %) |
| Union européenne à 27 | 96,1 | 77,8 | 91,6 | 67,0 |
| Union économique et monétaire à 15 | 83,1 | 67,3 | 92,9 | 67,9 |
| dont : | | | | |
| Allemagne | 5,6 | 4,5 | 7,6 | 5,6 |
| Belgique | 4,8 | 3,9 | 45,3 | 33,1 |
| Espagne | 6,4 | 5,2 | 4,1 | 3,0 |
| Irlande | -0,1 | -0,1 | 2,0 | 1,5 |
| Italie | 17,2 | 13,9 | 2,1 | 1,5 |
| Luxembourg | 10,5 | 8,5 | 20,8 | 15,2 |
| Pays-Bas | 37,3 | 30,2 | 11,6 | 8,5 |
| Autres pays de l'UE | 13,0 | 10,5 | -1,3 | -1,0 |
| dont : | | | | |
| Pologne | 1,4 | 1,1 | 1,8 | 1,3 |
| République tchèque | 0,8 | 0,6 | 0,7 | 0,5 |
| Roumanie | 0,6 | 0,5 | 0,9 | 0,7 |

⁵² L'INSEE : Tableaux de l'économie française, édition 2010, p. 137

| | | | | |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Royaume-Uni | 9,1 | 7,4 | -10,2 | -7,5 |
| Suède | 0,0 | 0,0 | 4,5 | 3,3 |
| Autres pays | 27,4 | 22,2 | 45,2 | 33,0 |
| dont : | | | | |
| Brésil | 1,4 | 1,1 | 1,7 | 1,2 |
| Chine | 1,1 | 0,9 | 1,1 | 0,8 |
| États-Unis | 17,3 | 14,0 | 11,9 | 8,7 |
| Inde | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Japon | 1,0 | 0,8 | 1,1 | 0,8 |
| Suisse | 1,0 | 0,8 | 5,4 | 3,9 |
| Total | 123,5 | 100,0 | 136,8 | 100,0 |

Source : L'INSEE : Tableaux de l'économie française, édition 2010, p. 138 ;

données selon la Banque de France

Note : (r) - les données pour 2007 sont révisées, les données pour 2008 seront encore révisées

Quant à la République tchèque, les trois pays les plus attractifs pour les investissements en 2008 ont été les Pays-Bas (43,5%), la Slovaquie (16,6%) et la Chypre (en 2007, la Bulgarie a été au troisième rang)⁵³. La Bulgarie, la Roumanie et la Pologne ont suivi avec 4-6% de l'investissement direct étranger tchèque en 2008⁵⁴. Trois pour cent étaient destinés à l'Allemagne et juste au-dessous de deux pour cent au Luxembourg et en Russie. Seulement 7% restaient pour d'autres pays.

On peut voir qu'une grande part des investissements directs étrangers tchèques sont destinés aux PECO. Il y a néanmoins un niveau de l'investissement élevé aux Pays-Bas et à Chypre. Il faut noter qu'il s'agit de pays à l'imposition favorable⁵⁵.

On peut voir alors que la majorité des investissements directs étrangers de la France et de la République tchèque se dirigent vers les pays de l'Union européenne (en France il y a une proportion des pays non-européens encore plus considérable qu'en République tchèque). La différence est que les pays destinataires de l'investissement français sont surtout des pays à haut niveau de développement, tandis que pour les investissements tchèques ce sont surtout les pays de l'Europe centrale et orientale.

⁵³ Česká národní banka (2010) : Přímé zahraniční investice 2008, mars 2010, p.5; il s'agit de stocks d'IDE tchèques à l'étranger vers 31/12/2008

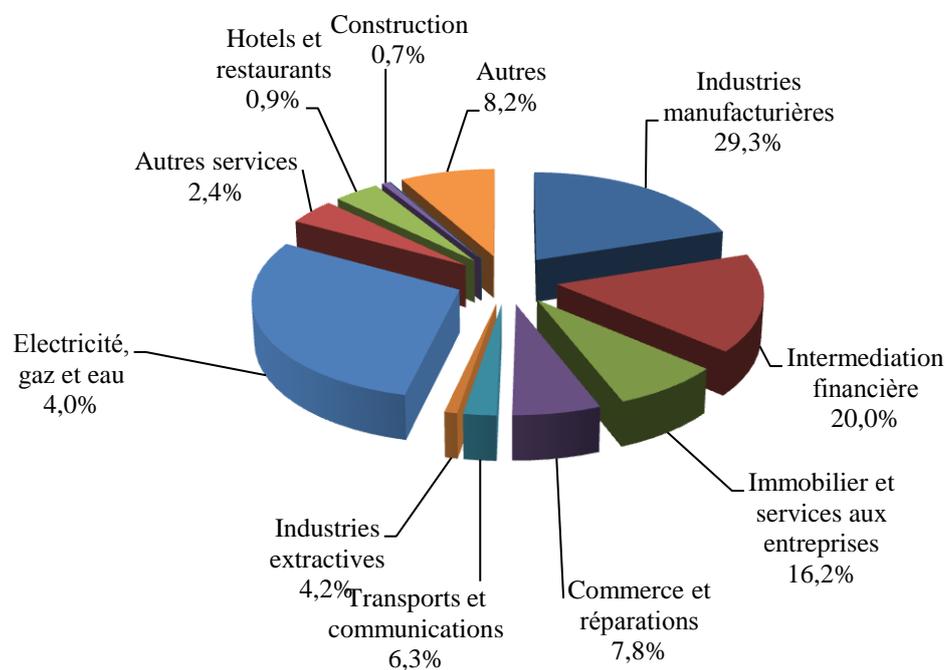
⁵⁴ selon le graphique du même source, p. 6

⁵⁵ Cela explique également une représentation assez forte des capitaux de ces pays en République tchèque (voir le chapitre 4.3.1.)

4.2.2. Les secteurs auxquels les investisseurs français et tchèques investissent le plus

Les flux d'investissements directs à l'étranger de la France ont atteint 136,8 milliards d'euros en 2008 (ce qui signifie une augmentation légère contre l'année 2007). La hausse des investissements est causée par les autres investissements (prêts et transactions intra-groupe), autrement le niveau de flux n'aurait pas changé ou il aurait même diminué. La chute a été la plus marquante pour les investissements immobiliers, qui néanmoins ne constituaient pas une grande part de l'investissement français à l'étranger⁵⁶.

Figure 4.4. Les stocks d'investissements français à l'étranger en 2008 selon les secteurs



Source : Mon graphique à partir de données de la Banque de France (2009)

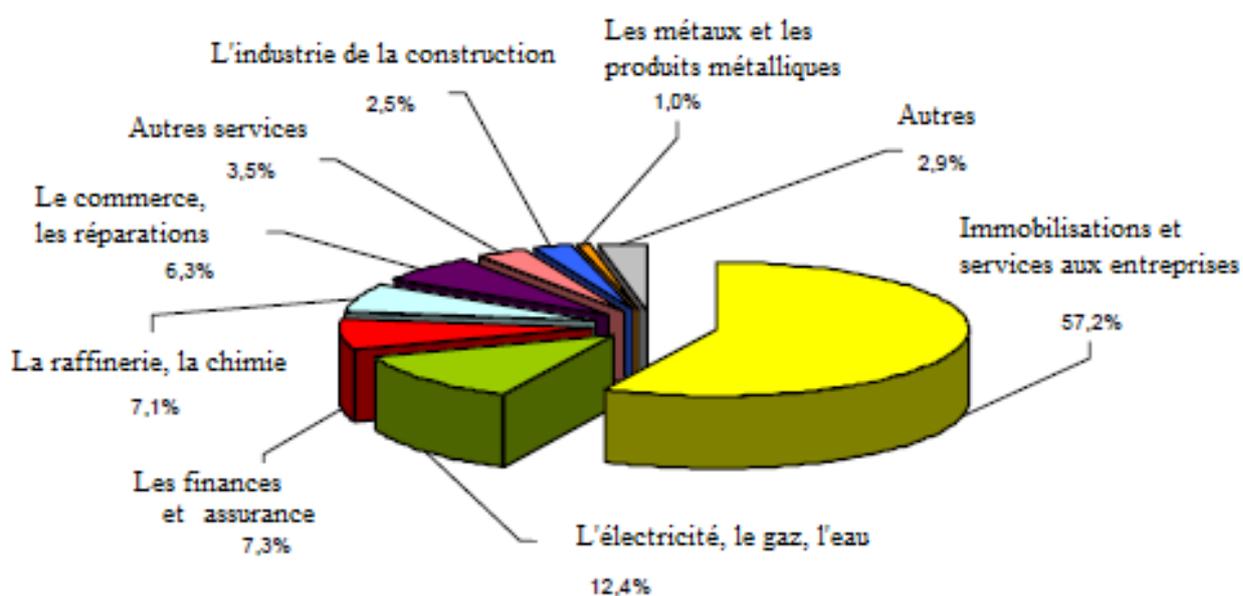
Alors on peut voir à partir du graphique 4.4. que la plupart des investissements directs français à l'étranger sont destinés aux industries manufacturières, deuxièmement c'est l'intermédiation financière et au troisième rang ce sont les investissements immobiliers et aux services aux entreprises. Mais si l'on regarde le tableau de la Banque de France en annexe, on voit que la majorité des capitaux provenant de la France sont destinés aux services.

Le stock total d'IDE français à l'étranger a été approximativement 1 000 milliards euros selon cette source en 2008.

⁵⁶ selon les Tableaux de l'économie française 2010

Selon la Banque nationale tchèque, le plus de capitaux ont été dirigés dans le secteur des immobilisations et des services aux entreprises. Le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau a été le deuxième et celui des finances et de l'assurance le troisième. Les investissements dans l'industrie de construction ont augmenté trois fois par rapport à 2007⁵⁷. Le stock total des investissements tchèques à l'étranger au 31/12/2008 a été à peu près 242 milliards couronnes (ce qui fait un peu moins de 10 milliards d'euros), soit en comparaison à 100 fois moins que pour la France.

Figure 4.5. Les investissements directs de la République tchèque à l'étranger en 2008, différents secteurs



Source : Česká národní banka: Přímé zahraniční investice 2008, mars 2010, p.6

On voit que plus de 50% de l'investissement tchèque à l'étranger est destiné au secteur des immobilisations et des services aux entreprises et une assez grande proportion est destinée aussi au secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau – cette proportion est beaucoup plus faible pour les investissements français. Par contre, la France investie beaucoup plus dans le secteur financier que la République tchèque.

⁵⁷ selon la même source, p. 5

4.3. Les investissements directs de l'étranger en France et en République tchèque

Ce chapitre nous montrera de quels pays les investissements directs étrangers viennent en France et de quels en République tchèque. Ensuite on comparera les secteurs qui sont choisis pour investir le plus souvent.

4.3.1. L'investissement direct de l'étranger selon le pays

Le tableau 4.3. nous montre que de nouveau, ce sont surtout les pays de l'UE qui investissent en France (les investissements directs étrangers provenant des pays de l'UE 27 ont constitué plus de deux tiers du total des IDE en France en 2008 et encore plus en 2007).

Les plus grands investisseurs en 2008 ont été alors le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, au quatrième rang ont été les Etats-Unis et au cinquième l'Allemagne. Ces cinq pays ont été les investisseurs majeurs en France aussi l'année précédente, sauf que le Royaume-Uni a été devant eux (les IDE du Royaume-Uni en France ont été seulement 4,5 milliards d'euros en 2008 contre 11,3 milliards en 2007, ce qui faisait 6,8% des flux d'IDE en France en 2008 contre 14,9% en 2007).

On peut voir que les flux d'IDE visant en France de la République tchèque ont doublé entre les années pour lesquelles on dispose des données, même s'ils ne font qu'une fraction des investissements entrants en France (0,1% en 2007 et 0,3% en 2008). Une augmentation des investissements de la Pologne en France par exemple a été plus marquant, les flux ont crû plus que quatre fois entre 2007 et 2008.

Tableau 4.3. Les flux d'investissements directs étrangers en France selon des pays d'origine

| Flux d'IDE (en milliards d'euros ou en %) | 2007 (r) | | 2008 | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Flux | (en %) | Flux | (en %) |
| Union européenne à 27 | 59,4 | 78,3 | 46,2 | 69,7 |
| Union économique et monétaire à 15 | 47,5 | 62,6 | 38,3 | 57,8 |
| dont : | | | | |
| Allemagne | 10,2 | 13,4 | 5,6 | 8,4 |
| Belgique | 10,9 | 14,4 | 9,6 | 14,5 |
| Espagne | 4,1 | 5,4 | -1,9 | -2,9 |
| Irlande | 1,8 | 2,4 | 1,5 | 2,3 |
| Italie | 0,2 | 0,3 | -1,8 | -2,7 |
| Luxembourg | 10,9 | 14,4 | 15,3 | 23,1 |

| | | | | |
|---------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| Pays-Bas | 9,2 | 12,1 | 8,2 | 12,4 |
| Autres pays de l'UE | 11,9 | 15,7 | 7,9 | 11,9 |
| dont : | | | | |
| Pologne | 0,3 | 0,4 | 1,4 | 2,1 |
| République tchèque | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,3 |
| Roumanie | -0,1 | -0,1 | 0,2 | 0,3 |
| Royaume-Uni | 11,3 | 14,9 | 4,5 | 6,8 |
| Suède | -0,2 | -0,3 | 0,5 | 0,8 |
| Autres pays | 16,5 | 21,7 | 20,2 | 30,5 |
| dont : | | | | |
| Brésil | 0,2 | 0,3 | 0,1 | 0,2 |
| Chine | 0,4 | 0,5 | -0,1 | -0,2 |
| États-Unis | 9,4 | 12,4 | 8,1 | 12,2 |
| Inde | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,0 |
| Japon | 0,3 | 0,4 | 1,2 | 1,8 |
| Suisse | 3,1 | 4,1 | 4,6 | 6,9 |
| Total | 75,9 | 100,0 | 66,3 | 100,0 |

Source : L'INSEE : Tableaux de l'économie française, édition 2010, p. 138 ;
données selon la Banque de France

Note : les données pour 2008 seront encore révisées

La proportion des investissements directs de l'UE est encore plus haute en République tchèque qu'en France. En 2008, les IDE de l'UE ont constitué presque 90% d'investissements totaux entrant en République tchèque. D'autres presque 5% d'IDE entrants proviennent d'autres pays européens, alors que seulement 5,5% d'IDE en République tchèque sont créés par des investisseurs non-européens, dont les plus importants ont été les Etats-Unis et le Japon.

Concrètement, le plus de capitaux étrangers en République tchèque proviennent des Pays-Bas (31,6%), de l'Allemagne (14,4%) et de l'Autriche (12,1%). Ensuite c'est le Luxembourg et la France dont les capitaux investis excèdent aussi 4 milliards d'euros⁵⁸.

La France comme la République tchèque accueillent la plus grande part de l'investissement direct étranger depuis les pays de l'UE, cette proportion est encore plus haute en République tchèque qu'en France. Ce qui est intéressant, c'est que les plus grands investisseurs dans les deux pays semblent identiques mais en fait ils cachent leur vraie origine car ce sont des places fiscalement avantageuses, sauf pour le troisième: les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Allemagne.

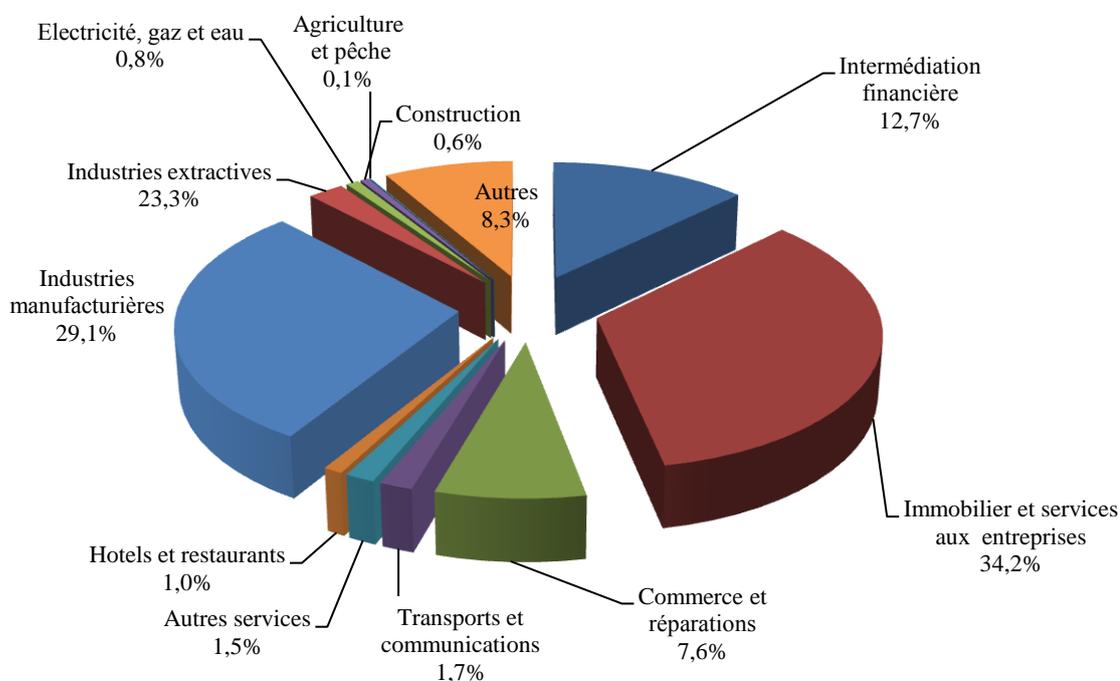
⁵⁸ Česká národní banka (2010) : Přímé zahraniční investice 2008, mars 2010, p.7; il s'agit de stocks d'IDE vers 31.12.2008

Il faut noter que le pays originaire de l'IDE est déterminé par le siège de la firme ayant investi en pays destinataire, même s'il s'agit déjà d'une filiale. C'est une des raisons pour lesquelles les investisseurs majeurs étrangers sont des pays comme les Pays-Bas ou le Luxembourg – ce sont des pays où de nombreuses sociétés seulement installent leur siège pour bénéficier des conditions fiscales favorables. Donc ces pays font écran à la nationalité réelle des entreprises, ce qui fausse les chiffres.

4.3.2. L'investissement direct étranger en France et en République tchèque selon les secteurs

Contrairement aux investissements directs français à l'étranger, les investissements étrangers en France ont baissés en 2008 par rapport à 2007. C'est aussi le cas des investissements immobiliers dont la tendance avait été croissante au cours des dernières années mais qui ont chuté en 2008 sous le niveau des trois années précédentes⁵⁹. Toutefois, ce sont justement eux qui constituent la plus grande part des capitaux étrangers en France. Un peu moins ce sont les industries manufacturières, le troisième est le secteur de l'intermédiation financière. Les services ont constitué presque 60% du total des stocks d'investissement en France en 2008.

Figure 4.6. Les stocks d'investissements étranger en France en 2008 selon les secteurs

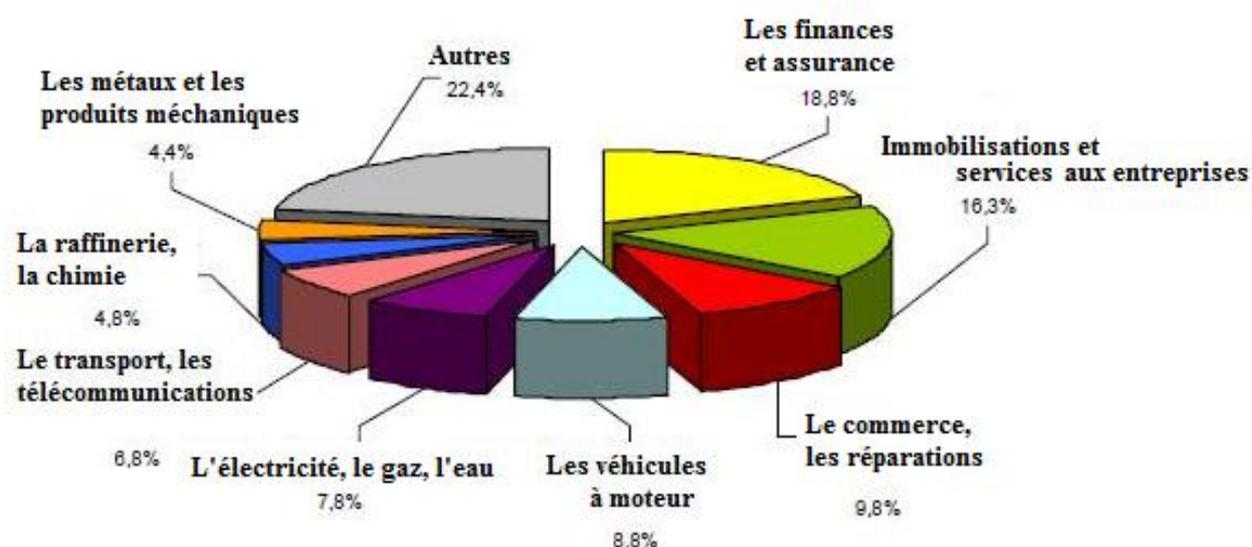


Source : Mon graphique à partir de données de la Banque de France (2009)

⁵⁹ selon les Tableaux de l'économie française (2010)

La structure des capitaux étrangers en République tchèque reste pareil en 2008 comme l'année précédente. Les services en font légèrement plus que la moitié – 53,7% . Selon le graphique, on peut dire que le plus d'investissements étrangers sont destinés au secteur financier et de l'assurance et à celui des immobilisations et services aux entreprises (plus de 15% du total). Ensuite c'est le secteur du commerce et des réparations (9,8%), des véhicules à moteur (8,8%), de l'électricité, du gaz et de l'eau (7,8%) et le dernier secteur à plus de 5% du total des IDE entrant en République tchèque est le transport et les télécommunications (6,8%)⁶⁰.

Figure 4.7. Les investissements directs étrangers en République tchèque en 2008, différents secteurs



Source : Česká národní banka: Přímé zahraniční investice 2008, mars 2010, p.8

On voit qu'en France ainsi qu'en République tchèque, la majorité des capitaux étrangers sont placés dans le secteur des services et que la proportion des investissements directs étrangers dans les services est pareille dans les deux pays (en France presque 60% , en République tchèque 54%).

⁶⁰ Česká národní banka (2010) : Přímé zahraniční investice 2008, mars 2010, p.7; il s'agit de stocks d'IDE vers 31/12/2008

CONCLUSION

Le travail a fait ressortir les points communs de la France et de la République tchèque en matière d'investissement direct étranger et on a décrit également des différences.

On a récapitulé l'histoire de l'investissement direct étranger en République tchèque et en France et esquissé comment les pays de notre intérêt le soutiennent. L'évolution de l'investissement direct étranger dans les deux pays a été mise en contexte de son évolution globale et de la mondialisation.

La comparaison des investissements directs étrangers entrants et sortants par rapport aux pays et secteurs nous a révélé que tous les deux pays, la France ainsi que la République tchèque, soutiennent les flux de capitaux, entrants et sortants, et on a trouvé que dans les deux pays les investissements sont groupés dans quelques régions, le plus dans la capitale.

Les investissements directs français sont dirigés surtout vers des pays à haut niveau de développement (surtout les pays de l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis), tandis que les capitaux tchèques visent plutôt les pays de l'Europe centrale et orientale. Aussi les secteurs de ces investissements sont différents.

La majorité de l'investissement direct entrant en République tchèque et en France vient de l'Union européenne et il est intéressant que quelques investisseurs majeurs dans les deux pays sont identiques. Plus qu'une moitié de l'investissement entrant dans les deux pays visent les services (environ 55% en République tchèque et 60% en France).

Ce mémoire a donc présenté la problématique de l'investissement direct étranger dans les deux pays et il a permis de comparer les approches de la France et de la République tchèque à ce sujet et surtout son évolution et son état actuel dans ces pays.

Néanmoins, il suggère aussi d'autres sujets à examiner. Il serait sans doute intéressant de comparer les investissements directs entrants et sortants en République tchèque avec ceux des autres pays post-communistes. Ou de comparer les investissements directs entrants et sortants en France avec ceux d'autres Etats qui sont placés aux premiers rangs mondiaux du point de vue des investissements directs étrangers.

Le travail pourrait aussi être élargie par une analyse de l'investissement direct étranger au niveau de ses conséquences pour une économie, comme un transfert du progrès technologique ou des conséquences concernant l'emploi dans le pays. Ensuite on pourrait analyser si ces flux de capitaux étrangers sont vraiment favorables à l'économie participante ou pas vraiment.

Malgré ces questions, le sujet de ce travail est une comparaison de la France et de la République tchèque quant à l'investissement direct étranger et à sa présentation dans le contexte de l'histoire et de la mondialisation, ce qui a été atteint, en utilisant des livres et des documents contenant les dernières données disponibles.

Une question qui se pose pour poursuivre le travail éventuellement peut-être par exemple comment les investissements directs étrangers vont-ils évoluer en République tchèque et en France dans le futur ? La stratégie pour l'investissement de la République tchèque, poussera-t-elle vraiment des entrepreneurs et entreprises tchèques à investir plus à l'étranger ? La France, demeurera-t-elle aux premiers rangs mondiaux comme un pays investissant à l'étranger et en même temps receveur d'IDE? Les investissements directs resteront-ils encouragés par les gouvernements des pays concernés et dans quels domaines ?

RÉSUMÉ

L'investissement direct étranger constitue une partie intégrante de la mondialisation, un processus qui forme le caractère de l'économie internationale notamment pendant les quelques dernières décennies. Ils prennent une importance particulière pour la République tchèque de même que pour la France, bien que de nature complètement différente. Ce travail, divisé en quatre parties, explique d'abord la notion de l'investissement direct à l'étranger et montre ses relations avec la mondialisation, ensuite procède à la description des rôles que les investissements directs étrangers jouent pour les deux pays et enfin compare la situation actuelle en ce qui concerne les investissements directs étrangers dans les deux pays. Une attention spéciale est dédiée aux relations mutuelles de la France et de la République tchèque par rapport aux flux de capitaux.

Dans la première partie, on définit premièrement la notion de l'investissement direct à l'étranger de plusieurs points de vue : d'abord c'est la définition utilisée par les statistiques, après on esquisse comment cette notion est perçue par la théorie de l'économie internationale de Krugman et Obsfeld et la théorie de l'entreprise multinationale. Une classification des types d'investissement direct à l'étranger est présentée ensuite. Finalement, on étudie l'histoire de ce phénomène en montrant sa liaison étroite à l'évolution des stratégies des firmes multinationales. La conclusion de cette partie nous suggère quel est l'avantage de la comparaison des investissements directs étrangers en ces deux pays.

La deuxième et la troisième partie font l'image de l'investissement direct étranger dans les deux pays. Leurs structures sont pareilles : la deuxième partie parle de la République tchèque, la troisième de la France. Après une introduction qui révèle l'histoire des investissements étrangers dans le pays concerné, le pays est décrit d'abord comme un pays destinataire des investissements directs de l'étranger, ensuite comme un pays investissant à l'étranger. Dans ces deux chapitres on trouve aussi une description de l'investissement mutuel entre la France et la République tchèque.

La dernière partie présente une comparaison des deux pays par rapport à l'investissement direct étranger. On trouve ici une comparaison de la localisation des capitaux étrangers dans les deux pays et une comparaison des investissements directs de la France et de la République tchèque à l'étranger selon les pays destinataires et selon les secteurs, ainsi que la comparaison

des investissements directs étrangers en France et en République tchèque de la même façon, c'est-à-dire selon les pays de leur origine et selon les secteurs.

RÉSUMÉ

Přímé zahraniční investice jsou nedílnou součástí globalizace, tedy procesu, který utváří charakter mezinárodní ekonomie zejména během několika posledních desetiletí. Pro Českou republiku, stejně jako pro Francii, mají zvláštní význam, i když z odlišných důvodů. Tato práce, rozdělená na čtyři části, vysvětluje nejdříve pojem přímé zahraniční investice a ukazuje nám jeho vztahy ke globalizaci, poté přistupuje k popisu rolí, které přímé zahraniční investice pro tyto dvě země hrají, a nakonec srovnává aktuální situaci přímých zahraničních investic u obou zmiňovaných zemí. Zvláštní pozornost je věnována vzájemným vztahům Francie a České republiky, pokud jde o toky kapitálu.

V první části nejprve definujeme pojem přímé zahraniční investice, a to z několika úhlů pohledu: nejdříve uvádíme definici užívanou statistikami, poté nastiňujeme, jak je tento pojem vnímán v teorii mezinárodní ekonomie podle Krugmana a Obsfelda, a teorií mezinárodního podniku. Na definici pojmu navazuje prezentace klasifikace přímých zahraničních investic. Dále je studována historie tohoto fenoménu, přičemž se ukazuje jeho úzký vztah k vývoji strategií mezinárodních firem. Závěr této části nám dává tušit, co nám přinese srovnání přímých zahraničních investic právě v těchto dvou zemích.

Druhá a třetí část nám umožní udělat si obrázek o přímých zahraničních investicích v České republice a ve Francii. Jejich struktura je podobná, přičemž ve druhé části se mluví o České republice a ve třetí o Francii. Po úvodu, který odkrývá historii přímých zahraničních investic v dotyčné zemi, je každá z obou zemí vždy popsána jako příjemce přímých zahraničních investic a poté jako země investující do zahraničí. V těchto dvou částech nalezneme také charakteristiku vzájemného investování Francie a České republiky.

Poslední část je srovnáním těchto dvou zemí podle zahraničních přímých investic. Nalezneme zde srovnání umístění zahraničního kapitálu v těchto dvou zemích a srovnání přímých zahraničních investic Francie a České republiky v zahraničí podle cílových zemí a podle sektorů, jako i srovnání přímých zahraničních investic ve Francii a v České republice stejným způsobem, to je podle zemí původu a podle sektorů.

BIBLIOGRAPHIE

Livres:

- Montoussé, M., d'Agostino, S., Figliuzzi, A., (2008), *100 fiches pour comprendre l'histoire économique contemporaine*, 2^e édition, Bréal
- Berstein S., Milza P., (1999), *Histoire de la France au XX^e siècle: 1900-1930*, Editions Complexe
- Buridant, J. Figliuzzi, A., Montoussé, M., Waquet, I., Noël, G., Vaslin, J.-M., (2007), *Histoire des faits économiques*, Bréal
- Blancheton, B., (2008), *Histoire de la mondialisation*, De Boeck Université
- Grosbois, T., Université de Luxembourg, (2006), *La stratégie de Ford à l'égard de l'intégration européenne*, Helsinki Congress of the International Economic History Association, 21-25 AUGUST, Session 93
- Malikova, H., Poirier, V., (2006), *L'investissement français en République Tchèque : Le cas des P.M.E.*, L'Harmattan
- Nyahoho, E., Proulx, P.-P., (2002), *Le commerce international – théories, politiques et perspectives industrielles*, 2^e édition, Presse de l'Université du Québec
- Srholec, M., (2004), *Přímé zahraniční investice v České republice: Teorie a praxe v mezinárodním srovnání*, Linde
- *La loi 58/1995 Sb., o pojišťování a financování vývozu se státní podporou*
- Aghion, P., Artus, P., Cohen, D., Cohen, E., Fontagné, L., Madiès, T., Verdier, T., a Documentation française, (2007), *Mondialisation : les atouts de la France*, Paris

Articles :

- *Problèmes économiques*, n° 2.980 du 14 octobre 2009
- *Analyses Économiques*, n°2/2010, Mars 2010

Sources internet:

BusinessInfo.cz - oficiální portál pro podnikání a export: www.businessinfo.cz

- BusinessInfo.cz, (2010), *Zpráva o plnění Exportní strategie České republiky pro období 2006-2010, za rok 2009, Vyhodnocení projektů*, http://www.businessinfo.cz/files/zahranicni-obchod/vyhodnoceni_projektu_2009_100118.pdf

- BusinessInfo.cz, (1.10.2009), : Zastupitelský úřad ČR v Paříži, *Souhrnná teritoriální informace Francie*
- BusinessInfo.cz, (1.4.2010), : Zastupitelský úřad ČR v Paříži, *Souhrnná teritoriální informace Francie*
- BusinessInfo.cz : *Přímé zahraniční investice ve Francii – vývoj*, <http://www.businessinfo.cz/cz/sti/francie-investicni-klima/9/1000421/#sec2>
- BusinessInfo.cz : *Zvýšení přímých investic a akvizic do zahraničí*
<http://www.businessinfo.cz/cz/clanek/exportni-strategie-cr-2006-2010/zvyseni-primych-investic/1001404/37904/>
- BusinessInfo.cz : Ministerstvo průmyslu a obchodu ČR : *Exportní strategie ČR pro období 2006 až 2010*

ČNB – La Banque nationale tchèque : www.cnb.cz

- Česká národní banka (2010): *Přímé zahraniční investice 2008*, mars 2010
- Česká národní banka: *Kurzy devizového trhu*,
http://www.cnb.cz/cs/financni_trhy/devizovy_trh/kurzy_devizoveho_trhu/prumerne_mena.jsp?mena=EUR

La Banque de France : www.banque-france.fr

- Banque de France (2009): *Bulletin de la Banque de France* N° 176,
http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu176_1.pdf

OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques

- OCDE (2006): *Glossaire de l'économie de l'OCDE*, anglais-français
- OCDE, (2003), *L'investissement direct étranger au service de développement*
- OCDE (2008): *La Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, 4^e édition, <http://www.oecd.org/dataoecd/39/45/40632182.pdf>
- OCDE, (2009), *Investment News*, Décembre 2009,
<http://www.oecd.org/dataoecd/23/50/44219992.pdf>
- OCDE, (2010), *The global economy and the global investment agenda - an OECD perspective*, Remarks by Angel Gurría, OECD Secretary-General, USCIB Global Investment Conference, Washington, 10 March 2010,
http://www.oecd.org/document/0/0,3343,en_2649_34487_44775040_1_1_1_1,00.html

CzechInvest – www.czechinvest.org

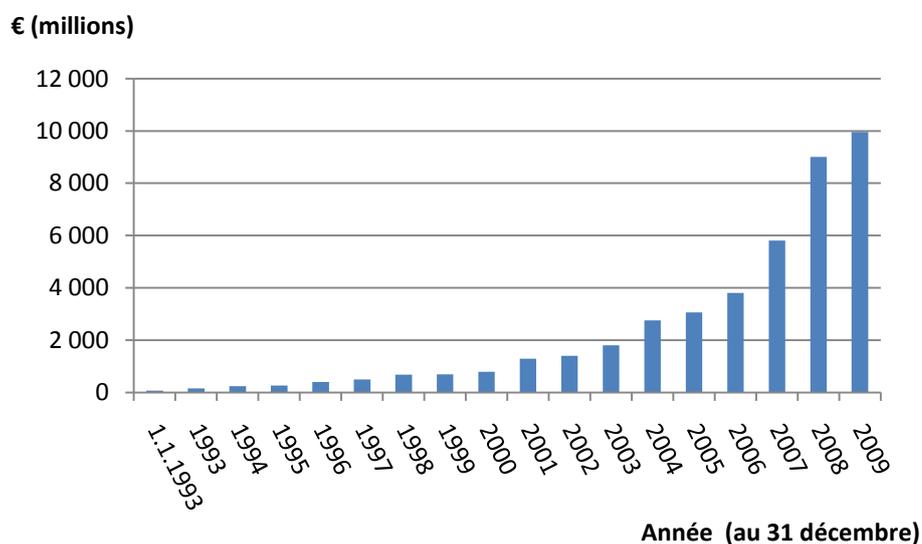
- CzechInvest (2010): *Přislíbené investiční pobídky od dubna 1998 do 14. ledna 2010/ Incentives which were promised from April 1998 to 14th January 2010*, <http://www.czechinvest.org/dwn-investicni-pobidky>

L'INSEE - l'Institut national de la statistique et des études économiques

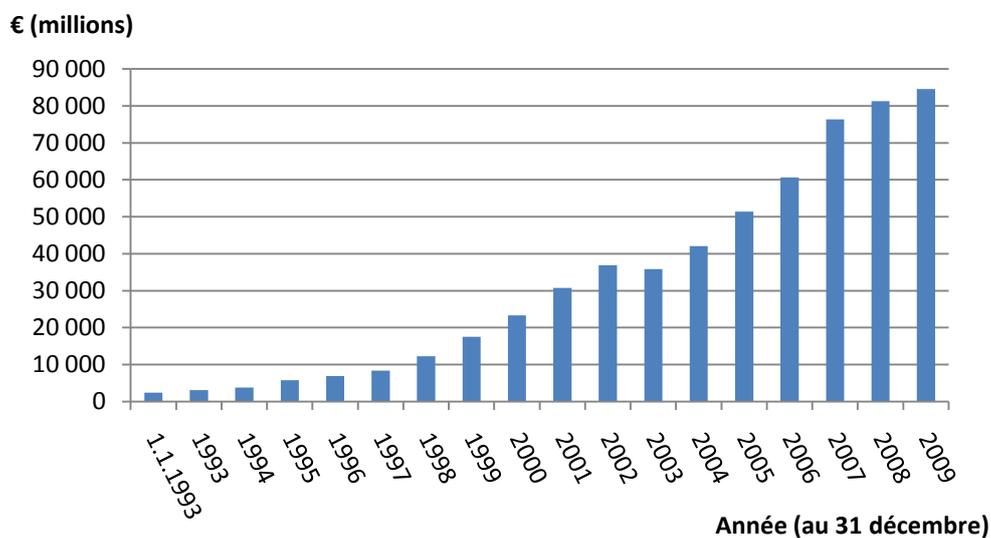
- *Investissements directs étrangers en France et français à l'étranger*, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATSOS08404
- L'INSEE : *Tableaux de l'économie française*, édition 2010
- United Nations Conference on Trade and Development, (2009), *World Investment Prospects Survey 2009-2011*, United Nations, New York and Geneva, http://www.unctad.org/en/docs/diaeia20098_en.pdf
- Zastoupení Evropské komise v ČR: Evropská komise - Evropská unie v České republice, http://ec.europa.eu/ceskarepublika/cr_eu/index_cs.htm
- Exportní garanční a pojišťovací společnost, a.s., www.egap.cz
- Evene.fr – Toute la culture, <http://www.evene.fr/celebre/biographie/charles-albert-michalet-15401.php>
- France 24, (11/02/2009), *Prague critique les propos de Sarkozy sur les délocalisations*, France 24, <http://www.france24.com/fr/20090209-premier-ministre-republique-tcheque-sarkozy-topolanek-traite-lisbonne-delocalisations>
- La France-Diplomatie, La France et la République tchèque, mise à jour 29/03/2010, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/republique-tcheque_228/france-republique-tcheque_1427/index.html
- Francie v České republice, www.france.cz, http://www.france.cz/IMG/pdf/doc_Nejvyznamnejsi_francouzske_firmy.pdf
- L'AFII: *La fiscalité mise au service de la compétitivité et de l'investissement*, 2/2010
- Conseil d'analyse économique, (2010), *Investissement direct étranger et performances des entreprises*, Direction de l'information légale et administrative. Paris, http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE89_IDE.pdf
- Ford info: <http://www.fordcz.info/history.html>

ANNEXES:

Annexe n°1: Les stocks d'investissement direct tchèque à l'étranger selon la Banque nationale tchèque



Annexe n°2: Les stocks d'investissement direct étranger en République tchèque selon la Banque nationale tchèque



Annexe n°1 et n°2:

Source: La Banque nationale tchèque, le Département de la balance de paiement, (le 31 mars 2010), Česká republika: Investiční pozice vůči zahraničí (La République tchèque: La position d'investissement envers l'étranger)

Remarque: Les données sont préliminaires pour l'année 2009

Annexe n°3: Les entreprises françaises en République tchèque

Les entreprises industriels :

- L'industrie automobile :

TPCA – Toyota Peugeot Citroën (Kolín)
Valeo (Humpolec, Rakovník)
Faurecia (Písek)
Saint-Gobain qui contrôle 18 entreprises de plusieurs secteurs en République tchèque (par exemple : Sekurit ČR, Vertex, Weber Terranova, Advanced Ceramics et Isover).
Hutchinson (Rokycany u Plzně) – groupe Total

- L'électrotechnique :

Alstom (Brno) – l'énergie électrique, les trains Pendolino
Schneider-Electric (Písek)
Saft
Cegelec (Praha)
Poclain-hydraulics (Brno)
Faiveley transport – l'électrotechnique ferroviaire

- L'industrie aérienne :

Letov (Praha) – dans le groupe Latécoère depuis 2000

- Les gaz industriels:

Air-Liquide

- L'industrie pharmaceutique:

Sanofi Aventis – a repris Zentiva

- L'industrie alimentaire:

Danone (Benešov)
Bel (par exemple Želetava)
Lactalis – contrôle Mlékárna Kunín

Bongrain (Praha, Hodonín)
Sodiaal – Yoplait (Slušovice)
Entremont Alliance
Tereos – sucrerie (Dobruška)
Pernod Ricard – Jan Becher – Becherovka
Soufflet – malterie

L'administration des services publics:

- Technique du chauffage :

Dalkia – groupe Veolia et EdF

- Conduites d'eau:

VeoliaVoda – groupe Veolia
Ondeo – groupe Suez Environnement

- Traitement des déchets :

Sita - groupe Suez Environnement
Marius Pedersen – groupe Veolia Environnement

La construction et les biens immobiliers:

- La construction et les travaux

publiques :

Vinci
Bouygues-Construction
Eiffage
Colas
Algeco
Gerim
Lafarge – ciment (Čížkovice)

- Les biens immobiliers :

ORCO Property Group – créée avec un capital français, siège à Luxembourg

PBW – possède des offices de prestige à Prague (l'International Business Center et Myslbek)

Unibail Rodamco – quelques centres commerciaux à Prague

Les services financiers :

- Banques :

Société Générale – Komerční banka

Calyon – groupe Crédit Agricole

BNPParibas – quelques filiales à Prague

- Assurance :

Axa

Coface

Les services non financiers :

- Distribution :

Citroën, Peugeot, Renault - automobiles

Michelin - pneumatiques

Total – industrie pétrolière

Sanofi Aventis, Servier, Pierre Fabre, BioMérieux, Boiron – produits pharmaceutiques

Sephora, L'Oréal – parfums et cosmétiques

Bonduelle – alimentation

Areva TD

- Hôtellerie :

Accor-hotels – 6 hôtels à Prague, un à Plzeň

Accor services – services de restauration, chèques

Sodexo

- Ressources humaines :

Adecco

Synergie

Altran

- Transport :

Air-France KLM – partenaire de ČSA (compagnie aérienne tchèque)

Veolia Transport

Gefco, Geodis Calberson, SDV (groupe Bolloré) – logistique et transport international

AGS – déménagement

- Consulting :

Bull, Capgemini, Bureau Veritas, Socotec, Gide, Mazars

- Publicité :

filiale du groupe EuroRSPG

Publicis

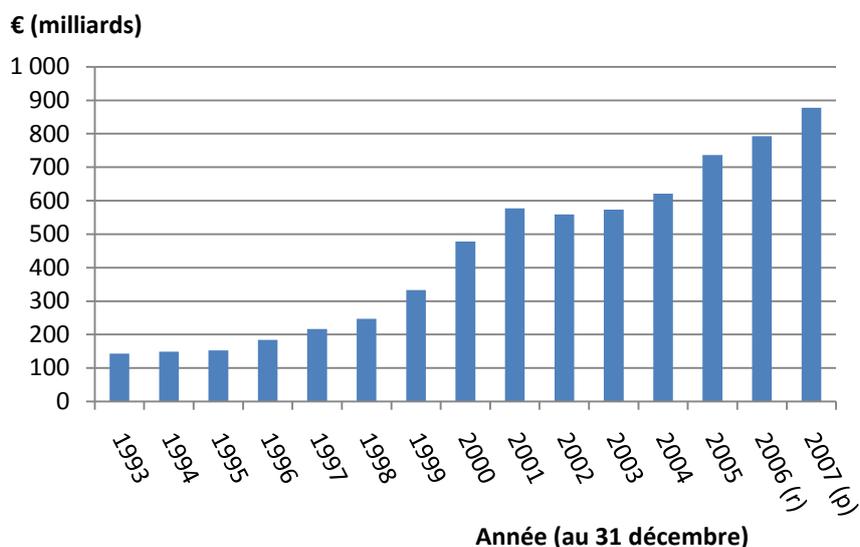
- Les médias :

Lagardère qui contrôle Hachette Filipacci 2000 s.r.o. (7 magazines, par exemple Elle), les stations radio comme Frekvence 1, Evropa 2, Radio DeeJay), une compagnie spécialisée en publicité radio (Regie Radio Music) et un distributeur de la presse internationale Cz Press

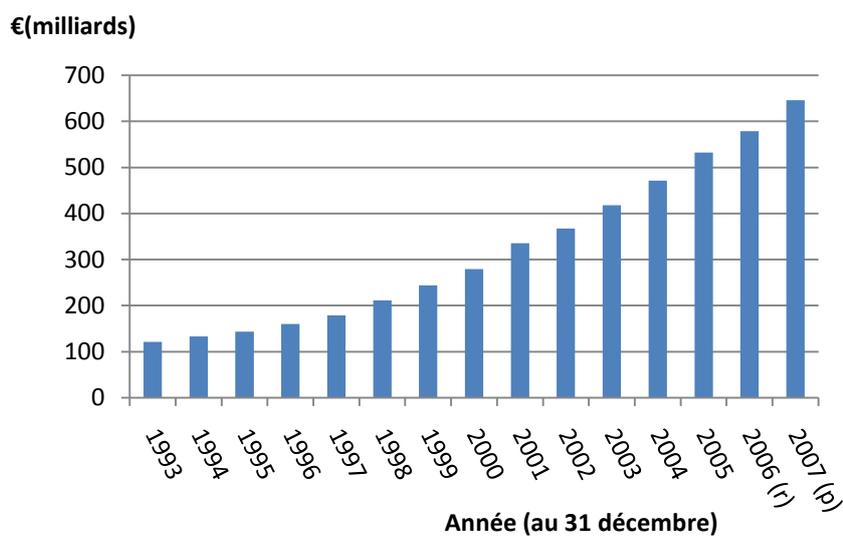
Source : Francie v České republice,

http://www.france.cz/IMG/pdf_doc_Nejvyznamnejsi_francouzske_firmy.pdf

Annexe n°4: Les stocks d'investissement direct français à l'étranger selon l'INSEE



Annexe n°5: Les stocks d'investissement direct étranger en France selon l'INSEE



Annexe n°4 et n°5:

Source: Le tableau de l'Institut national de la statistique et des études économiques, selon la Banque de France, (octobre 2009),

http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATSOS08404

Note: les données pour 2006 révisées, les données pour 2007 provisoires; les stocks en valeur comptable au 31 décembre